

Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus – **Sos Disparus**

Collectif	المفقودون DISPARUS
des	DISPARUS المفقودون
familles	المفقودون DISPARUS الأسرة
de	DISPARUS المفقودون
disparu(e)s	المفقودون DISPARUS
en	DISPARUS المفقودون
Algérie	المفقودون DISPARUS

REVUE DE PRESSE

Juin 2017

El Watan 04 06 2017 : Boudjedra dénonce un «acte terroriste».....	3
El Watan 04 06 2017 : Réaction de l'ARAV : «L'exécutif doit prendre ses responsabilités»	6
L'expression 05 06 2017 : Ce sera probablement le 18 juin	7
El Watan 05 06 2017 : «L'ARAV doit assumer ses responsabilités».....	9
El Watan 05 06 2017 : « Mon mandant n'a pas à signer devant le juge »	11
El Watan 05 06 2017 : Le coup politique de Saïd Bouteflika.....	13
El Watan 05 06 2017 : Hassan Bachir Cherif a tiré sa révérence.....	15
El Watan 05 06 2017 : Ghania Yacef, l'animatrice de la Radio El Bahdja n'est plus.....	17
Liberté 06 06 2017 : Les travailleurs de la station de dessalement de l'eau de mer en grève	19
Liberté 06 06 2017 : Arrestation de deux nouveaux meneurs de la contestation du Rif	20
2017 06 07 : مواطنون يحاولون حرق "مير" داخل مكتبه بسبب السكن في جيجل: الشروق	21
L'expression 10 06 2017 : "Les résultats nous interpellent"	22
L'expression 10 06 2017 : Le grand oral de Tebboune.....	24
2017 06 13 : الإقصاء يلاحق الغشاشين والمتأخرين والمتغيبين عن البكالوريا: الخبر	27
2017 06 13 : "برامج تلفزيونية تحرض على العنف ضد المرأة": الخبر	28
2017 06 13 : نقابات التربية: على بن غبريط تحمل مسؤولية "إقصاء" المترشحين: الشروق	29
El Watan 14 06 2017 : Sétif : Echauffourées avec les retraités de l'ANP	30
Liberté 14 06 2017 : Plusieurs blessés enregistrés.....	31
Liberté 14 06 2017 : À l'Ouest : les incontournables de la Toile en colère	32
El Watan 14 06 2017 : Mourad Oulmi répond aux critiques.....	33
2017 06 17 : مليار خسارة عن كل يوم جزاء قطع الإنترنت 200: الشروق	35
2017 06 17 : حنون تهاجم أويحيى بسبب مطالبته ببيع المؤسسات العمومية للخوادم: الشروق	36
2017 06 17 : غليان بدائرة الروبية ومواجهات بين الشرطة والمحتجين: الشروق	38
2017 06 17 : التفتش يزحف نحو "السوسيال" وأموال الدعم: الشروق	39
El Watan 17 06 2017 : «Le plan du gouvernement manque de clarté».....	41
Liberté 17 06 2017 Les engagements de Tebboune. ©Yahia/Archives Liberté	44
Liberté 17 06 2017 Le pari difficile d'une option sous contrainte	47
Liberté 17 06 2017 : Bac 2017 : 10 000 candidats ont raté l'examen	49
Liberté 18 06 2017 : "Le gouvernement fait fausse route"	51
Liberté 18 06 2017 : Vers une austérité plus sévère ?	52
Liberté 18 06 2017 : Lotfi Nezzar : "Je ne cède pas au chantage médiatique"	54
El Watan 18 06 2017 : Tebboune mardi devant les députés : L'opposition affûte ses armes.....	56
El Watan 18 06 2017 : Les raisons de l'austérité.....	58

El Watan 18 06 2017 : Médéa : Le couffin du Ramadhan, encore lui, au centre de la controverse	60
2017 06 19 الشروق : الشروق 3 آلاف مليار "مجمدة" واشتراكات 38 ألف عامل بسونلغاز في خير كان :	62
2017 06 19 الشروق : الشروق حبس صاحب مقهى أنترنت والرقابة لفتيات شاركن بالغش في البكالوريا بباتنة :	64
2017 06 20 الخبر : النسب البطالة لدى الشباب تفوق 25 في المائة :	65
2017 06 20 الشروق : الشروق 15 ألف نسمة بحى محمد بوضياف بالمسيلة يعيشون في ظروف كارثية :	66
Liberté 20 06 2017 Les enseignants dénoncent des conditions "déplorables"	67
Liberté 20 06 2017 : Pétrole : le baril reste sous pression	68
Liberté 20 06 2017 : Les travailleurs en grève illimitée.....	69
Liberté 20 06 2017 : Les groupes parlementaires affinent leurs interventions.....	70
Liberté 20 06 2017 : Ahmadis : Amnesty appelle à cesser les poursuites.....	72
El Watan 20 06 2017 : Des fonctionnaires du secteur parmi les personnes impliquées	73
El Watan 20 06 2017 : Laghouat : Des victimes du terrorisme réclament leur indemnisation.....	75
El Watan 20 06 2017 : La plainte déposée au tribunal de Sidi M'hamed	76
2017 06 21 الشروق : الشروق سفاح البويرة ينفذ تهديده ويقتل ضحيته الرابعة ويختفي بالغابات :	78
2017 06 21 الشروق : الشروق عائلة الدكتور المغدور تطالب بالقصاص من الجناة :	80
2017 06 21 الشروق : الشروق أميار " مقاطعة باب الوادي يثورون ضد الوالي المنتدب" :	82
2017 06 21 الشروق : الشروق -"بوتفليقة يسحب شكواه ضد "لوموند" :	83
2017 06 21 الشروق : الشروق نصف مليون لاجئ ومهاجر غير شرعي في الجزائر :	84
2017 06 22 الشروق : الشروق ! مواطنون يتفاجؤون بسحب أموال مزورة من مراكز البريد :	85
2017 06 22 الشروق : الشروق أساتذة يحتجون تنديدا بإستفحال العنف بالجامعات :	86
2017 06 22 الخبر : الحملة ضد اللاجئيين: هل الجزائريون عنصريون؟ :	88

El Watan 04 06 2017 : Boudjedra dénonce un «acte terroriste»



Des dizaines de personnes se sont rassemblées, hier, devant les locaux de l’Autorité de régulation de l’audiovisuel (ARAV) à Alger, à l’appel du collectif mis en place pour dénoncer le traitement réservé par la chaîne privée Ennahar TV à l’écrivain Rachid Boudjedra.

Accompagné du journaliste Hmida Layachi et du poète Achour Fenni, Rachid Boudjedra commence par dénoncer «son kidnapping» et «un acte terroriste» dont ils ont été victimes lui et sa femme. «J’ai fait l’objet d’une opération de kidnapping et d’un acte terroriste», signale-t-il. L’auteur, septuagénaire, raconte avoir vécu «un cauchemar» dans les locaux de la chaîne privée. «Ils ont utilisé des uniformes et s’étaient munis d’armes factices, en plastique....Ils ont kidnappé ma femme.

J’ai eu peur pour ma personne et pour elle. J’ai vécu un cauchemar durant deux heures. Après deux jours, j’ai appelé l’un des animateurs pour lui demander de ne pas passer l’émission», raconte-t-il. Soumis à un interrogatoire en règle par une autre chaîne, Echorouk TV, l’écrivain de L’Insolation avait été malmené deux ans jour pour jour dans une autre émission, «Rana Hkammak». «Nous avons vécu un terrorisme politique et religieux. Maintenant, on subit un terrorisme médiatique», s’offusque Boudjedra qui compte déposer plainte aujourd’hui contre la chaîne.

Hmida Layachi a dénoncé les agissements de la chaîne privée qui «terrorise» et «touche à l’honneur et à la dignité» des Algériens. Le journaliste, à l’origine de la pétition, qui a recueilli des milliers de signatures, demande aux ministères de la Justice, de l’Intérieur d’interdire l’«exploitation» de nos symboles. Considérant ce canal comme un «bras armé pour la mafia et le pouvoir», Layachi appelle au boycott de ses programmes.

Il demande également aux annonceurs de cesser de «soutenir» une chaîne qui exerce «un terrorisme médiatique» sur les Algériens. «Nous disons basta !» lâche-t-il. Achour Fenni dénonce, de son côté, une atteinte à la liberté de conscience et d'expression des Algériens : «L'opération menée contre Boudjedra touche à la liberté de conscience et d'expression de chacun. L'Algérien, même aux pires moments, n'interroge jamais son prochain sur sa foi.

Ce genre de questions n'est pas accepté par les familles algériennes. Nous sommes pour que les institutions protègent la liberté d'expression», insiste le poète qui a lu une partie de la pétition et appelle à la solidarité agissante des intellectuels et des avocats qui «doivent se constituer en collectifs».

Contre les «pollueurs» du métier

Des amis et proches de l'écrivain, des journalistes et des membres de partis politiques sont venus se solidariser avec l'auteur calomnié. Djelloul Djoudi, cadre du Parti des travailleurs (PT), fustige les «pratiques de Daech» de la chaîne d'Anis Rahmani. «Ce sont des pratiques de Daech. Ils nous font revenir à la triste époque de Jamaat Al Takfir wal Hijra (groupe de l'excommunication et de l'exil). Le programme de cette chaîne a porté atteinte à la dignité d'un moudjahid. Boudjedra est une icône. Les militants du PT en ont souffert aussi. La chaîne a provoqué la fitna au sein de ma famille, en faisant soi-disant parler mon frère», signale-t-il. Le parti de Louisa Hanoune a décidé de poursuivre le canal pour diffamation, mais la justice n'est pas près de trancher.

«C'est une première dans les annales de voir la justice prendre tout ce temps dans une affaire de diffamation. La première audience s'est déroulée le 20 mars 2016 et le jugement est attendu pour le 14 juin», s'étonne le député. Soufiane Djilali de Jil Jadid estime que l'«agression contre Boudjedra est une agression contre l'ensemble des intellectuels, contre la pensée et la liberté de chacun au-delà des positions idéologique des uns et des autres. Ce qui est fondamental aujourd'hui».

Arezki Cherif, membre fondateur du quotidien El Khabar, affirme qu'à travers le rassemblement d'hier, les «gens veulent crier leur ras-le-bol». «Il faut que s'arrête l'agression contre la famille algérienne, l'enfant. On veut habituer ce dernier à la violence, aux agressions. C'est du Daech. C'est de l'inquisition avec des personnes sous uniformes publics. Soit il y a un laxisme, soit il y a complicité, dans les deux cas c'est grave», signale-t-il. Mountassir Oubatrout constate que le «bras armé» du pouvoir est la chaîne Ennahar et non pas l'APS et l'ENTV. «Ils ont dénigré un candidat à la présidentielle qualifié de terroriste. Ils ont pouvoir de vie ou de mort.

Cette situation doit cesser. Ils ont clochardisé le métier. Ce sont des gens qui ne sont pas du métier, des infiltrés dans ce corps pour le pourrir comme ils ont pourri toute l'Algérie», s'indigne-t-il. Ayant subi les affres de la censure et les critiques de l'organe privé, le

journaliste Mustapha Kessaci estime que le rassemblement de l'intelligentsia contre les agissements d'une chaîne qui n'en est pas à sa première forfaiture est le bienvenu.

«C'est bien de voir des intellectuels, des journalistes défendre une même cause, à savoir l'éthique et la déontologie du métier. Il faut dire que cette chaîne n'en est pas à sa première sortie. Elle n'a aucun lien avec le journalisme. C'est une chaîne qui a l'habitude de porter atteinte à la dignité humaine, de faire de la propagande», estime l'enseignant de l'Ecole de journalisme d'Alger. «Il faut aller vers une vraie charte d'éthique et de déontologie. L'Autorité de régulation ne décide de rien.

Le ministère de la Communication et l'ARAV se renvoient toujours la balle. Il faut qu'il y ait un travail sincère sérieux. Ennahar est dangereux, non pas pour Boudjedra, mais pour l'Algérie, la liberté et la démocratie», lâche Kessaci. Professeur en journalisme dans une faculté d'où sont sortis des journalistes travaillant à la chaîne Ennahar, Ahmed Hamdi, dénonce une «agression contre le métier de la presse».

«C'est une agression contre le métier plus que sur la personne de Boudjedra.» Hamdi appelle à la promulgation de textes d'application pour «prémunir» le métier contre les «dépassements». Réagissant visiblement au mouvement de solidarité, le directeur de la chaîne Ennahar, Anis Rahmani annonce «la suspension» de l'émission en cause.

Nadir Iddir

El Watan 04 06 2017 : Réaction de l'ARAV : «L'exécutif doit prendre ses responsabilités»

Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Zouaoui Benhamadi, qui a reçu la délégation conduite par Boudjedra, a exprimé sa solidarité avec l'auteur et son «accord» avec la plupart des points présentés dans la déclaration du collectif.

Il a promis de réagir à Boudjedra, qui lui a demandé s'il peut exprimer sa position par une alerte. Le président du régulateur public a pointé du doigt des émissions, particulièrement les caméras cachées qui, sous le couvert de divertissements, montrent des séquences dont «la brutalité et la vulgarité sont une insulte à la dignité humaine». «L'ARAV est la première à souffrir de cette situation», reconnaît-il. Selon Benhamadi, c'est aux «personnes mal représentées de se plaindre et de faire pression sur ces chaînes en ayant recours à la justice», soulignant que l'ARAV, qui a déjà reçu plusieurs plaintes, pouvait intervenir notamment quand elle constate un «dépassement grave» touchant aux symboles de l'Etat. Evoquant la responsabilité de l'Exécutif dans «l'organisation du champ audiovisuel», Benhamadi a appelé à «parachever l'aspect disciplinaire et réglementaire du champ audiovisuel pour en assurer la bonne organisation afin d'éviter des dépassements».

«Avec un nouveau gouvernement et un nouveau ministre de la Communication, on va avancer sérieusement sur le dossier de la réglementation du champ audiovisuel», a-t-il indiqué en soulignant que l'appel à candidature devra être lancé après la détermination du nombre de chaînes. Le président de l'ARAV a relevé que ces chaînes privées «illégales» existaient sans cahier des charges précis propre à elles, tout en signalant que celles-ci sont un «élément valorisant» dans le champ audiovisuel national et qu'il «ne convient pas de les supprimer ou de les stigmatiser».

L'expression 05 06 2017 : Ce sera probablement le 18 juin



Conformément à la Constitution, le Premier ministre dispose d'un délai de 45 jours pour préparer et présenter son Plan d'action.

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, présentera le Plan d'action du gouvernement à l'APN à partir du 18 juin, selon des sources proches du gouvernement. Conformément aux dispositions de la Constitution, le Premier ministre fraîchement nommé, dispose d'un délai de 45 jours pour préparer et présenter sa feuille de route devant les députés pour exécuter le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Avant de le soumettre à l'approbation des nouveaux membres élus de la chambre basse, le Premier ministre doit d'abord soumettre son Plan d'action au Conseil des ministres.

Or, avec un poste de ministre du Tourisme et de l'Artisanat vacant, le Conseil ne peut pas se tenir dans l'immédiat. Tebboune dont la principale mission est de coordonner son équipe gouvernementale, devra s'y mettre car la Constitution révisée l'oblige à présenter sa déclaration de politique générale devant les députés. Avant cette étape, il y a aussi les organes et structures de l'Assemblée qui doivent être mis sur pied. La majorité des partis politiques a déjà désigné les présidents de leurs groupes parlementaires respectifs à l'image du FLN qui a choisi, le député de Tizi Ouzou, Saïd Lakhdari à la tête de son groupe parlementaire.

Le FFS a reconduit son ancien chef de groupe parlementaire, Chafa Bouaïche. L'alliance MSP-FC a désigné Hamdadouche Nacer, l'alliance Ennahdha, Justice et Bina, Lakhdar Benkhalef, le PT, Djelloul Djoudi, le RND, Belabbès Belabbès, TAJ, Nouassa Mustapha et Front Moustakbel, Belghouti Hadj. L'article 13 souligne que le bureau du Parlement est constitué du président et de ses neuf vice-présidents, après une réunion avec les chefs des groupes parlementaires. Selon l'article 99 de la Loi fondamentale, le Premier ministre chargé de coordonner l'action du gouvernement, doit élaborer son Plan d'action, le présenter au Conseil des ministres avant de le soumettre pour adoption devant l'APN.

La Constitution dispose également que l'APN procède à l'ouverture d'un débat général, dont le Premier ministre devrait s'inspirer des grandes lignes pour enrichir son plan, après consultation du président de la République. Ainsi, ce plan constitue le premier chantier de Tebboune qui sera soumis au débat et au vote des nouveaux élus à l'APN. Cet exercice intervient dans une conjoncture politique et économique qui s'aggrave et la montée de la contestation sociale qui s'annonce. Avec cette crise due, en partie à la chute drastique des

cours du pétrole, de nombreux experts, prévoient le recours inévitable de l'Algérie à l'endettement interne et externe.

L'austérité sera le maître-mot de l'action de Abdelmadjid Tebboune dont l'efficacité dépendra, sans doute, de l'adhésion de la population autour de la réalisation de son plan d'action. A titre de rappel, le nouveau Premier ministre a promis au lendemain de sa nomination de poursuivre la politique de l'offre de logement et a insisté notamment sur la restriction des importations, en évitant d'acheter de l'étranger ce qu'il appelle les produits de «luxe». Par ailleurs, l'équipe Tebboune ne semble pas disposer de beaucoup de marge de manoeuvre car le prix du baril reste plombé.

Des chantiers cruciaux attendent également le nouveau gouvernement à l'exemple de la loi de finances 2018 où seront introduites de nouvelles augmentations de taxes et impôts, le Code du travail, dont de nombreux spécialistes soulignent qu'il sera en faveur des seuls patrons.

La nouvelle loi sur la santé fait également partie de ses projets délicats. Les orientations. Enfin, il faut dire que la composante partisane de ce gouvernement provenant du FLN, RND et symboliquement du TAJ et MPA, représente moins de 12% des voix exprimées lors du récent scrutin législatif.

El Watan 05 06 2017 : «L'ARAV doit assumer ses responsabilités»



Le nouveau ministre de la Communication, Djamel Kaouane, apporte son soutien à Zouaoui Benhamadi et l'autorité qu'il préside, l'ARAV.

Alors que l'Autorité de régulation de l'audiovisuel est, depuis quelques jours, au centre des débats en raison de son incapacité à mettre un terme à certaines dérives commises en ce mois de Ramadhan, le premier responsable du secteur de la Communication lui réitère l'appui du gouvernement.

Et cela à l'occasion d'une audience accordée, hier, au président de l'ARAV. «Ce premier contact a permis au ministre de s'enquérir des rôles et missions de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel et d'assurer son président de la disponibilité entière du ministère de la Communication et, à travers ce dernier, du gouvernement à lui apporter aide et soutien afin de lui permettre d'assumer pleinement ses responsabilités tel que le stipulent les textes de loi en vigueur», explique le ministère dans un communiqué diffusé, hier, par l'APS. A la suite de la diffusion, mercredi dernier, d'une caméra cachée de la chaîne TV privée Ennahar, qui a piégé et humilié l'écrivain et romancier Rachid Boudjedra, l'ARAV a été interpellée.

Un rassemblement a même été organisé devant son siège à Alger par des intellectuels, des responsables de partis et des journalistes qui lui demandent d'agir pour mettre un terme à ces graves dérives. A l'éclatement de la polémique, Zouaoui Benhamadi relève les limites des prérogatives de son autorité. Le geste du ministre de la Communication est intervenu, sans nul doute, en réaction à cette plainte du président de l'ARAV. Pour rappel, le conseil de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel a dénoncé, avant-hier, «les pratiques contraires aux principes de la déontologie», exprimant son entière solidarité avec l'écrivain Rachid Boudjedra concernant les attaques dont il a fait l'objet dans le programme de caméra cachée de la chaîne de télévision privée Ennahar.

Dans un communiqué rendu public, la même source rappelle que le président de l'ARAV, Zouaoui Benhamadi, a reçu l'écrivain Rachid Boudjedra, accompagné du journaliste Hmida

Layachi et du poète Achour Fenni en tant que représentants du groupe d'intellectuels et de journalistes, suite au sit-in qu'ils avaient organisé devant le siège de l'ARAV. L'ARAV a souligné la nécessité «d'éviter la diffamation, l'injure et la violence dans toutes ses formes dans les programmes de caméra cachée», rappelant que les responsables de ces programmes sont soumis aux lois de la République. L'Autorité a également rappelé son avertissement adressé, avant le début du mois de Ramadhan, à l'ensemble de ces chaînes activant en Algérie à éviter ce genre de pratiques et à respecter le citoyen.

Madjid Makedhi

El Watan 05 06 2017 : « Mon mandant n'a pas à signer devant le juge »

Avocat de l'ancien général à la retraite Hocine Benhadid, Me Bachir Mechri s'est offusqué concernant le maintien du contrôle judiciaire contre son mandant depuis sa libération de prison il y a plus de dix mois.

Dans une déclaration à El Watan, l'avocat est revenu sur le cas de cet ancien officier supérieur qui avait passé 11 mois en prison pour ses déclarations sur la situation politico-militaire à une web-radio, où il s'en était pris aussi bien au Président et à son frère conseiller qu'au chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, qu'au président du FCE, Ali Haddad. «Le général à la retraite a été poursuivi pour un crime, avant que son affaire ne soit requalifiée en délit et transférée devant le tribunal. Le dossier est donc sorti du bureau du juge d'instruction.

Il était au niveau du parquet qui devait le programmer pour un jugement.

Comment peut-on continuer à l'obliger de signer devant le juge d'instruction alors que ce dernier n'est plus en charge du dossier ? C'est une grave violation de la procédure et personne ne veut rétablir le droit. J'ai moi-même été voir au niveau du greffe pour savoir où en était le dossier, et on m'a appris qu'il n'est toujours pas à leur niveau.

Ce qui est inadmissible...». Benhadid avait été arrêté au début du mois de septembre 2015 par une escouade de gendarmes qui lui avait dressé un barrage au milieu de l'autoroute Ben Aknoun-Alger. Après avoir été embarqué de force à bord d'un des véhicules, il a passé plusieurs heures d'audition dans les locaux de la gendarmerie, puis déféré devant le tribunal, qui l'a placé sous mandat de dépôt pour entre autres chefs d'inculpation : «divulgence de secret militaire», «atteinte au moral des troupes». Emprisonné à la prison d'El Harrach, à Alger, il y restera en dépit de la détérioration de son état de santé et malgré les nombreuses demandes de mise en liberté provisoire.

Ce n'est que le 11 juillet 2016 que cet ancien haut gradé a été placé en liberté provisoire pour des raisons de santé. La décision avait été prise trois jours seulement après l'appel lancé pour sa libération par un collectif d'avocats qui dénonçait l'absence dans le dossier d'une plainte préalable. L'ex-commandant de la 3e Région militaire, commandant de la 8e division blindée, une unité des forces spéciales réputée pour son engagement dans la lutte antiterroriste, Hocine Benhadid devra par la suite attendre des mois pour retrouver son droit à voyager.

L'interdiction de quitter le territoire national a été levée, mais sa liberté n'est pas totalement acquise, puisqu'il est soumis à la procédure du contrôle judiciaire, étant obligé de signer devant le juge une fois par mois. Pourtant, son affaire n'est plus du ressort du magistrat instructeur à partir du moment qu'elle a été renvoyée devant le tribunal pour y être jugée.

Me Mechri qualifie cette situation de «flagrante violation des libertés individuelles consacrées par la Constitution et garanties par le code de procédure pénale». Il demande aux autorités judiciaires de lever ces restrictions liberticides et de programmer au plus vite le procès du général à la retraite. «Si la justice reproche à mon mandant des faits, qu'elle le défère devant le tribunal. Il est inconcevable de laisser un justiciable éternellement sous le coup d'une affaire pendante en justice.

Ou Benhadid est coupable, et dans ce cas il faut le juger, ou il ne l'est pas et alors il faut qu'il retrouve rapidement sa liberté», lance Me Mechri d'une voix coléreuse, précisant : «Nous craignons que Benhadid reste éternellement l'otage de ce dossier. Ceux qui en sont à l'origine doivent faire en sorte d'en finir.»

Les craintes de l'avocat sont légitimes, d'autant que les plus initiés écartent tout procès de cet officier supérieur à la retraite. «Il est évident que personne ne veut prendre la responsabilité de laisser un prévenu aussi bavard profiter d'une tribune comme la barre d'un tribunal pour redire et déverser ce qu'il a eu à dire sur les ondes de la radio web et sur une chaîne de télévision.

Et ce n'est certainement pas la loi sur l'obligation de réserve promulguée l'année passée pour interdire aux militaires en fonction et ceux à la retraite toute déclaration sur l'armée qui va l'en empêcher. Il est très probable que l'affaire soit mise sous le coude jusqu'à ce qu'elle tombe sous le coup de la prescription», révèlent nos interlocuteurs.

El Watan 05 06 2017 : Le coup politique de Saïd Bouteflika



C'est un signal fort. Un coup médiatique savamment préparé et dont les analystes politiques s'échinent depuis samedi à en trouver les significations.

Quelle portée donner au déplacement de Saïd Bouteflika à la manifestation organisée devant les bureaux de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) en solidarité avec l'écrivain Rachid Boudjedra, humilié par les caméras d'Ennahar TV, dans le cadre de l'émission «Caméra cachée». Si la «démarche est intelligente et l'image forte», comme le confie un politologue, elle a également une portée politique qui ne peut pas avoir échappé au frère du Président. «Il sait très bien quelle lecture on va faire de sa venue à la manifestation, analyse un ancien membre du BP du FLN.

Il faut reconnaître qu'il a réussi son coup médiatique et le timing très bien choisi.»

En effet, cette séquence devant les caméras et les photographes venus nombreux couvrir le rassemblement intervient quelques jours après un remaniement ministériel qui a vu le limogeage du Premier ministre Abdelmalek Sellal et son remplacement par Abdelmadjid Tebboune.

Une simple coïncidence ? «Un processus est mis en place, analyse un ancien ministre sous le couvert de l'anonymat. Saïd Bouteflika veut mettre en place un consensus afin de parvenir à apaiser les choses en prévision de 2019.» En clair, la démarche du frère du Président annonce un changement dans les rapports entretenus jusque-là par la Présidence et la chaîne d'Anis Rahmani, devenue trop encombrante.

«Aujourd'hui, le clan ne veut plus être associé à Ennahar, dont les débordements et les attaques sont préjudiciables à la nouvelle démarche, explique notre source. Il estime que le temps des règlements de comptes est révolu.» Le «canal officiel» du clan présidentiel a été pendant longtemps l'instrument des règlements de comptes avec les adversaires et l'arme médiatique contre ceux qu'on voulait traîner dans la boue. La démarche de Saïd Bouteflika

n'est pas sans risque. Elle expose l'un des hommes les plus puissants du pays, qui jusque-là avait cultivé une discrétion et refusé d'afficher publiquement ses opinions, en première ligne.

Pourquoi maintenant ? «Parce que le Président est malade et que le vide devenait intenable, juge un ancien membre du gouvernement. Cela donnait l'impression qu'il n'y avait plus personne à bord.» Cette affaire «Boudjedra» a fait au moins un heureux : Zouaoui Benhamadi, le patron de l'Arav.

Grâce à la médiatisation et à la présence du frère du Président, l'ancien directeur général de la radio qui se bat depuis longtemps pour «parachever l'aspect disciplinaire et réglementaire» du champ audiovisuel pour en assurer la bonne organisation afin d'éviter «des dépassements» constatés notamment durant le mois sacré du Ramadhan, va enfin pouvoir mettre en place un cadre réglementaire pour le bon fonctionnement des télés privées.

El Watan 05 06 2017 : Hassan Bachir Cherif a tiré sa révérence



Le directeur de la publication du quotidien francophone La Tribune est décédé hier matin à son domicile, à Alger. Agé de 67 ans, père de 3 enfants, il a succombé à une soudaine attaque cardiaque. Il a été enterré, hier en fin de journée, à Ben Aknoun, à Alger.

Lors de son inhumation, il a réuni «pour la dernière fois» une foule hétéroclite. De Saïd Bouteflika à Ali Benflis, en passant par Djamel Ould Abbès et des membres du gouvernement, à l'instar de Djamel Kaouane, Tayeb Louh, Abdelkader Messahel, Azzedine Mihoubi et El Hadi Ould Ali, des chefs d'entreprise, parmi lesquels Ali Haddad et Issad Rabrab, des journalistes de tous bords et, bien sûr, des dizaines de professionnels de la presse et travailleurs qui l'ont côtoyé, une foule immense est venue saluer l'homme qui a marqué le monde médiatique ces 20 dernières années.

Dans le cimetière minuscule de Ben Aknoun, l'émotion se disputait avec les souvenirs partagés avec l'homme.

Natif d'Alger en 1950, Hassan Bachir Cherif, que les journalistes et autres professionnels de la presse appellent Bachir ou BCH, occupe une place particulière dans le paysage médiatique algérien. L'homme a vécu autour de la profession durant les 40 dernières années. De fonctionnaire de l'ancien parti unique, BCH a occupé, pendant de longues années, la fonction d'attaché de presse du ministère de la Jeunesse et des Sports.

De ces périodes, il aimait toujours raconter des anecdotes sur la manière avec laquelle il se comportait avec les militants de certains pays africains que l'Algérie abritait.

Il servait souvent d'interface entre la direction du FLN et ces réfugiés d'un autre genre.

Mais c'est dans le secteur de la Jeunesse et des Sports que BCH s'est le plus confronté au milieu du journalisme.

Il récitait, avec force détails, les péripéties et les guerres intestines que se livraient les différentes composantes de l'équipe nationale de football lors de la Coupe du monde 1986. A l'époque, le défunt était chargé de communication au ministère de la Jeunesse et des Sports.

Il officiait aux côtés de Kamel Bouchama, alors ministre du secteur. Les deux hommes sont restés amis jusqu'à la mort de BCH. Les archives et les anciens journalistes garderont également le souvenir du membre du comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations, qui a eu lieu en l'Algérie en 1990.

De la création et de la gestion du journal La Tribune, qu'il affectionnait comme un de ses enfants, le défunt préférait raconter les premiers pas. Ses blagues et ses aventures avec le défunt Kheireddine Ameyar revenaient comme un leitmotiv chez cet amoureux de la vie. Resté seul à la tête du journal après la disparition de son ancien compagnon de route, Kheireddine Ameyar, BCH a su sauvegarder l'entreprise tout en ajustant la ligne éditoriale du journal.

Il a empreint cette publication par ses coups de gueule et les longues réunions qu'il aimait animer. Des moments rappelés, hier, par les anciens et actuels journalistes qui se sont retrouvés, une dernière fois, pour saluer le chef. Adios !

Ali Boukhlef

El Watan 05 06 2017 : Ghania Yacef, l'animatrice de la Radio El Bahdja n'est plus...



Très présente sur les ondes de la chaîne radio El Bahdja, Ghania Yacef a quitté ce monde, vendredi soir, après avoir lutté contre la maladie.

Mère de trois filles en bas âge, cette militante des droits des femmes et animatrice de radio était une voix très appréciée par les auditeurs. Son décès a été un choc pour bon nombre de ses collègues et de ses auditeurs... Les auditeurs de la radio El Bahdja n'entendront plus la voix de l'animatrice Ghania Yacef.

Atteinte d'un cancer foudroyant, elle s'est éteinte vendredi soir, dans un hôpital en France, à l'âge de 39 ans, laissant derrière elle trois petites filles, âgées de 12 ans, 5 ans et 2 ans, qu'elle espérait voir avant de quitter ce bas monde. Très appréciée des auditeurs d'El Bahdja, Ghania Yacef est connue pour être une militante engagée qui se met toujours au service des autres. Elle avait à peine 12 ans, lorsqu'elle a rejoint, au début des années 1990, une émission de radio pour enfants.

«C'était le coup de foudre», disent ses collègues. Dix ans plus tard, elle devient animatrice et, en 2003, elle dirige l'émission «Ouled Bladi» (les enfants de mon pays) avant d'intégrer la rédaction pour présenter les informations et réaliser des reportages, dans les deux langues, en arabe et en tamazigh. L'animatrice, qui était très active au sein de l'association pour les droits des femmes Rachda, prend son envolée au sein de la rubrique «El Bahdja matin info». Au début de cette année, elle a lancé une émission «Riha N'idhourar» (L'odeur de la montagne), qui fait dans la promotion de tout ce qui vient de la campagne.

«Elle passait son temps à aider les gens qui la sollicitaient, les femmes en détresse hébergées au centre de Darna, que gère l'association Rachda, mais aussi les citoyens lambda qu'elle

rencontrait dans la rue et qu'elle ramenait souvent à la radio. Elle était d'une générosité incroyable. Elle faisait tout pour concilier entre deux collègues qui ne se parlaient pas ou qui se disputaient.

En bref, elle vivait pour les autres et aimait d'un amour fou ses trois petites filles. Vendredi dernier, lorsque nous l'avons appelée au téléphone, elle était consciente de son état. Elle savait qu'elle était au bout du chemin, et avait très peur pour ses filles. Jusqu'aux derniers moments qu'elle a passés à la radio, elle ne parlait point de la maladie qui la rongait. Pour tout le monde, elle était un peu grippée, jusqu'au jour, où la nouvelle est tombée...» déclare une de ses collègues.

Hier, au sein de la radio El Bahdja, l'ambiance était très lourde et le standard n'arrêtait pas de sonner, nous dit-on. «De nombreux auditeurs nous appelaient pour vérifier l'information liée au décès de notre consœur, et nous présenter leurs condoléances. Bon nombre des collègues n'ont pas pu travailler. C'est très dur de savoir que nous ne reverrons plus Ghania dans les couloirs et sur les ondes d'El Bahdja, elle qui était très joyeuse et omniprésente dans les studios.

Elle avait beaucoup de fans et aidaient énormément de gens dans le besoin, notamment les jeunes et les femmes», lance amèrement un autre collègue de la défunte, dont les noms, que ce soit de jeune fille, Yacef, ou d'époux, Toumi, sonnent très lourds par leur passé glorieux durant la Guerre de Libération. Ghania est partie en laissant derrière elle un combat et des œuvres que nul ne peut occulter....

Liberté 06 06 2017 : Les travailleurs de la station de dessalement de l'eau de mer en grève

Les travailleurs de la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Djenet sont en grève depuis plus de deux jours.

Ces travailleurs affiliés à l'entreprise espagnole Union temporaire des entreprises (UTE) protestent contre les licenciements abusifs et la non-application des accords de travail, notamment celui se rapportant à l'indemnité de nuisance. "L'accord a été signé en mars 2016, et à ce jour, il n'a pas été appliqué", affirment les travailleurs, qui évoquent l'existence d'une véritable discrimination entre les travailleurs administratifs et le personnel technique.

"Les cadres et les travailleurs exerçant dans l'administration perçoivent des salaires doubles par rapport aux travailleurs des services techniques et ceux opérant dans le chantier", ajoutent-ils. Sur les mesures de licenciement qui ont frappé plusieurs employés, les protestataires se disent déterminés à défendre leurs collègues, parmi eux le président du comité de participation qui, selon les travailleurs, a été licencié abusivement par la direction.

Si la grève se poursuit, il y aura risque sur la distribution de l'eau au niveau de la capitale et dans la wilaya de Boumerdès, et ce, malgré un service minimum observé par les travailleurs depuis le déclenchement de la grève, nous a affirmé un cadre de l'entreprise. Nos tentatives pour avoir l'avis de la direction de l'UTE sont demeurées vaines.

M. T.

Liberté 06 06 2017 : Arrestation de deux nouveaux meneurs de la contestation du Rif

Nabil Ahamjik et Silya Ziani, deux nouveaux meneurs de la contestation populaire, qui agite depuis sept mois Al-Hoceïma et la région du Rif au Maroc, ont été arrêtés hier.

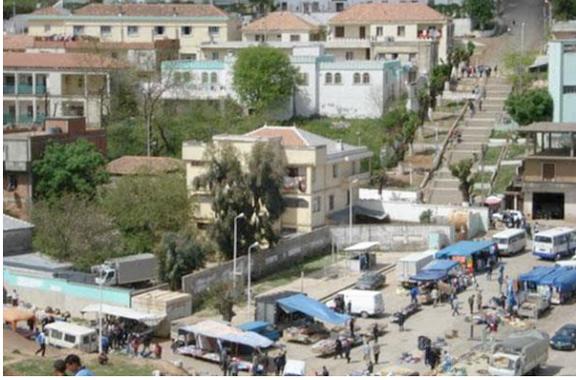
Nabil Ahamjik, considéré comme le numéro deux du “Hirak”, a été interpellé, a annoncé sur les réseaux sociaux Abdessadek El-Bouchtaoui, avocat et membre du collectif de défense des détenus de ce mouvement. Il était recherché depuis plus d'une semaine, Nabil Ahamjik.

Il avait posté deux vidéos sur les réseaux sociaux appelant à la poursuite de la mobilisation “pacifique” après la vague d'arrestations qui avait visé, fin mai à Al-Hoceïma, le noyau dur du “Hirak”, dont son leader Nasser Zefzafi. Une jeune femme, Silya Ziani, l'une des nouvelles figures du mouvement, présente dans toutes les manifestations de ces derniers jours, a également été interpellée en périphérie d'Al-Hoceïma, alors qu'elle se rendait en taxi avec d'autres militants à Casablanca, a indiqué à l'AFP l'un d'entre eux.

Les personnes qui l'accompagnaient ont, elles, été relâchées, a expliqué la même source. Pour rappel, Al-Hoceïma est depuis sept mois l'épicentre d'un mouvement de contestation revendiquant le développement du Rif, région historiquement frondeuse et géographiquement enclavée, que les protestataires jugent “marginalisée” par l'État.

Merzak Tigrine

مواطنون يحاولون حرق "مير" داخل مكتبه بسبب السكن في جبل: الشروق 07 06 2017



عاشت بلدية تاكسنة التي تبعد عن مقر عاصمة الولاية جيجل بـ 22 كلم، الإثنين، على وقع حادثة محاولة حرق البلدية والانتحار والقتل، كان ضحيتها رئيس المجلس الشعبي البلدي بوعلام بوحنة التابع للتجمع الوطني الديمقراطي، الذي هاجمه ثلاثة أشخاص في يوم الاستقبال، وأقدموا على رش مكتبه بالبنزين وحاولوا إضرام النار فيه، قبل أن يتمكن من الإفلات من قبضتهم، بالقفز من نافذة مكتبه المتواجد في الطابق الأول لبناية مقر المجلس الشعبي البلدي.

الحادثة وحسب النائب عبد الله عزيم من نفس الحزب الذي اتصلت به "الشروق" ، وقعت عندما طلب ثلاثة أشخاص يقطنون في ثلاث مشاتي مختلفة، أحدهم له سابقة مماثلة عندما حاول حرق نفسه من أجل السكن من سنتين وهو من مواليد 1964، والبقية في الأربعينات من العمر، مقابلة المير، ثم دخلوا بالقوة إلى مكتبه بعد دفعهم الحاجب، في حدود الساعة التاسعة والنصف صباحا ليوم الإثنين وهو يوم خاص بالاستقبالات، ثم قاموا بغلق الباب بإحكام وراءهم، بحجة شرح مشكلتهم بالتفصيل للمير، وبدؤوا في الاستفسار لدى المير بشأن عدم ورود أسمائهم في القائمة الأولية للمستفيدين من حصة 49 مسكنا اجتماعيا، التي تم الإعلان عنها يوم الأربعاء الماضي، وطلبوا منه تغيير قائمة المستفيدين وإدراج أسمائهم فيها.

وبعد حديث طويل استمر إلى غاية منتصف النهار ونصف، حاول "المير" إقناعهم بأن القائمة المعلن عنها هي قائمة أولية فقط، ويمكن الطعن فيها، وأنه لا يحق له إضافة أي اسم فيها تحت التهديد، لثورة المعتدين الذين لم يترددوا في إخراج قارورات بنزين، كانت مموهة في قارورات مزيل الروائح داخل أكياس بلاستيكية، كانت بحوزتهم، وقاموا برش المكتب بمادة سريعة الاشتعال، إلا أن المير لم يتردد في القفز من نافذة مكتبه المتواجد في الطابق الأول، وتزامن ذلك مع وصول مصالح الدرك الوطني التي تدخل عناصرها على الفور لتوقيف الفاعلين واقتيادهم على مقر الفرقة للتحقيق معهم، قبل تقديمهم أمام وكيل الجمهورية لدى محكمة الطاهير نهار أمس، حيث تم وضعهم رهن الحبس المؤقت إلى غاية محاكمتهم.

L'expression 10 06 2017 : "Les résultats nous interpellent"

OUYAHIA À PROPOS DU TAUX DE PARTICIPATION AUX DERNIÈRES LÉGISLATIVES



«Le faible taux de participation ne remet guère en cause la légitimité de l' APN», assure-t-il.

Après avoir observé de longues semaines de silence, Ahmed Ouyahia s'est exprimé hier à travers son allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 3e session ordinaire de son conseil national au siège de la Mutuelle générale des matériaux de construction de Zéralda.

A ce propos, tout en leur souhaitant plein succès et en les assurant du soutien du RND, il a salué «les efforts du gouvernement sortant de Abdelmalek Sellal et félicité le nouveau Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune et les membres de son gouvernement».

Le profond remaniement du gouvernement est «sans doute destiné à injecter un souffle nouveau à la gestion des affaires du pays», a-t-il déclaré.

Au sujet du faible taux de participation aux législatives du 4 mai dernier, il a indiqué que «ce niveau ne remet guère en cause la légitimité de l'APN, comme le proclament certaines voix». Pour preuve, poursuit-il: «En Europe aussi, des Parlements ont été élus avec des taux de participation inférieurs à 40%».

Toutefois, dit-il, «il reste que ce taux de participation particulièrement faible, nous interpelle». Du point de vue de Ouyahia: cette faible participation reflète «un malaise dans la société». D'une part elle reflète «la préoccupation des citoyens devant les premiers effets de la crise économique et un certain degré de mécontentement devant les problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, du fait de la bureaucratie ou d'autres maux sociaux».

«Au RND nous considérons que cette lecture critique doit être faite pour remédier à ce malaise», a-t-il soutenu. En abordant la situation du pays, il rappellera que «l'Algérie fait face,

depuis près de trois années, à un recul sévère de ses revenus tirés des exportations d'hydrocarbures». «Cette réalité (...), semble destinée à durer», prévoit-il. De même, «ce recul pèsera négativement sur les capacités d'investissements de l'Etat qui restent encore le moteur de la croissance dans le pays», indiquera-t-il encore.

Par ailleurs, «le RND entend participer activement sur le terrain à l'explication de la situation économique et sociale, et à la promotion d'un message d'espoir mobilisateur, pour accompagner les efforts en vue de dépasser la crise financière»

«Le RND entend également s'investir pleinement (...) pour faire reculer le populisme et la démagogie, mobiliser plus d'efforts et de rationalité, et réaliser les réformes nécessaires sans perdre plus de temps», est-il noté.

Pour Ouyahia, «les réalisations dans tous les domaines et autant d'acquis sociaux, dont la paix restaurée grâce à la Réconciliation nationale, sous la direction du président de la République sont autant (...) de réalités qu'il faut opposer à tous ceux qui tentent d'exploiter les difficultés financières actuelles du pays, comme argument politicien». Même en période de crise financière, la politique sociale a été maintenue: «Alors que les revenus extérieurs du pays ont chuté à 37 milliards de dollars en 2016, les transferts sociaux s'élevaient à près de 18 milliards de dollars», rappelle-t-il. Outre le défi financier, «l'Algérie fait face aussi à d'énormes défis sécuritaires du fait de la situation dans notre sous-région», estime-t-il. «Si à l'intérieur du pays, les derniers résidus du terrorisme sont traqués et détruits, il existe à nos frontières de dangereux foyers de crise dans certains des pays voisins, avec d'importants réseaux terroristes et de narcotrafiants et avec un important trafic d'armes.» Sur le plan organique, il a rappelé que «comparativement à 2012, le RND a augmenté de 50% le nombre des voix qu'il a obtenues ainsi que le nombre de sièges qui lui sont revenus aux dernières législatives».

«Dans 25 wilayas nous avons été classés premiers. Dans 17 autres wilayas nous avons été classés en seconde position» est-il relevé. Cette réussite s'explique par entre autres, un long travail, l'adoption d'une démarche qui a consisté à confier à la base militante au niveau des wilayas le soin d'établir les listes de nos candidats. Il s'agit enfin, dit-il «de notre programme électoral qui propose des réponses aux problèmes des citoyens».

L'expression 10 06 2017 : Le grand oral de Tebboune

IL PRÉSENTERA SON PLAN D'ACTION DEVANT LE PARLEMENT LE 18 JUIN



Le staff gouvernemental planche actuellement sur le Plan d'action que le Premier ministre présentera devant l'Assemblée populaire nationale, le 18 juin prochain. L'exercice n'est pas facile, sachant l'impérieuse nécessité de réaliser des arbitrages douloureux. En effet, le nouvel Exécutif entame sa mission dans les pires conditions qui soient. La principale ressource en devise du pays fond comme neige au soleil.

A quelques jours du grand oral du Premier ministre, le pétrole affiche une triste mine, puisqu'il s'est échangé hier à moins de 48 dollars le baril. Ce chiffre à lui seul donne la mesure des défis qui attendent l'équipe de Tebboune dans l'ensemble de ses départements.

Le Premier ministre connaît sa feuille de route. Il en a tracé les grandes lignes à sa nomination à la tête de l'Exécutif. La santé, l'Education nationale et le logement auront donc la part du lion dans le déploiement du gouvernement sur le terrain. Il faut dire qu'en fixant ces priorités, Abdelmadjid Tebboune ne s'est pas trompé.

Ces trois secteurs réunis toucheront la quasi-totalité de la société algérienne. Même si les temps sont durs et que les finances vont sérieusement manquer, le gouvernement semble insister sur les fondamentaux qui donnent aux Etats de se sortir de toutes les crises: la ressource humaine. En fait, Abdelmadjid Tebboune entend investir d'abord dans les Algériens. C'est un investissement à long terme, mais que le Premier ministre veut engager maintenant, parce qu'au final, le retour sur investissement aura un effet dopant sur la nation avec un grand «N». Le Premier ministre ne part pas sur du néant. Les gouvernements

précédents qui appliquaient le même programme, celui du président de la République, ont réussi d'importantes avancées sur les chantiers de l'école, de la santé et du logement.

Ainsi, la préoccupation de garantir un enseignement de qualité aux Algériennes et Algériens demeure une «nécessité» qui ne souffrira pas du déficit financier. Il faut dire qu'en la matière les efforts fournis pour faire accéder l'Algérie au rang de pays au système éducatif performant sont colossaux et se poursuivront avec le nouveau gouvernement.

De même pour le secteur de la santé, où les Algériens ont certainement constaté par eux-mêmes la nette évolution de la situation à travers la réalisation de dizaines de nouvelles structures, dont nombre d'entre elles ont soulagé quelque peu les malades du cancer. En sus de la baisse à plus de 80% des prises en charge médicales à l'étranger, le plan anticancer, de plus d'un milliard de dollars, illustre à lui seul, l'investissement de l'Etat dans ce secteur. Avec Tebboune cela se poursuivra. Pour l'habitat, les citoyens sont témoins de la formidable dynamique qui a amené l'Algérie à s'imposer comme le seul pays au monde à offrir des logements aux couches les plus démunies.

Les millions de logements réalisés en l'espace de quelques années, font certainement partie de l'investissement que l'Etat a engagé et est déterminé à le mener à terme, dans le Plan d'action du gouvernement.

En affirmant ses priorités, Tebboune doit savoir que les objectifs fixés sont réalisables, lui qui vient d'un secteur qu'on disait structurellement incapable d'aborder la crise du logement. En homme de terrain averti et efficace, il a réussi la gageure, non seulement, d'ouvrir le chantier du siècle, mais d'intégrer presque à 100% le processus de production du logement en Algérie. Sitôt installé à la tête de l'Habitat en 2013, il a annoncé son intention d'en finir avec les importations des matériaux de construction.

Certains cadres ont ricané dans son dos, mais sont aujourd'hui obligés de reconnaître que Tebboune a relevé le défi en un temps record.

Ce qui est possible dans l'Habitat, l'est également dans l'agroalimentaire, le médicament et autres. Le Premier ministre qui a en horreur les importations de produits superflus, mettra certainement le turbo pour remporter la course contre le temps et pour la diversification effective de l'économie nationale. Ayant occupé le poste de ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune s'est rapproché des exportateurs et leur a clairement signifié sa préférence. D'où la grande bataille qui sera menée sur le front de l'import/export.

Cela passe par le soutien tous azimuts à la production nationale, notamment l'agriculture, appelée à connaître un essor très important, à travers les cultures intensives déjà mises en oeuvre dans le sud du pays.

Mais pour dynamique que puisse être la production nationale, et partant, le secteur du commerce extérieur dans le sens de l'exportation, il est entendu que la balance commerciale ne sera certainement pas équilibrée à plus ou moins moyenne échéance. Aussi, le Plan d'action du gouvernement comportera des mesures impopulaires. Les Algériens paieront sans doute plus cher quelques produits et services. Le grand challenge de Tebboune sera de convaincre la société de sa stratégie d'investissement à long terme, à savoir réserver les fonds pour les secteurs stratégiques afin de maintenir les grands équilibres sociaux et sociétaux et rogner sur la qualité de vie pour certains aspects.

La question qui se pose sera celle de savoir si les Algériens, pour qui Tebboune est très crédible, accepteront quelques sacrifices pour donner toutes ses chances au pays. En tout cas, le nouveau Premier ministre se doit d'user du préjugé positif dont il dispose auprès de l'opinion pour se distinguer de ses prédécesseurs, en brisant les tabous des subventions tous azimuts, affirmer l'autorité de l'Etat et transmettre la mystique du travail, dont il a toujours fait une devise.

الإقصاء يلاحق الغشاشين والمتأخرين والمتغيبين عن البكالوريا: الخبر 13 06 2017

تعرض العديد من المترشحين، خلال اليومين الأولين من امتحان نهاية التعليم الثانوي البكالوريا دورة جوان 2017، إلى الإقصاء لأسباب متعددة، أهمها الغش، والتأخر، والغياب. وفيما دعا التلاميذ وأولياؤهم إلى التراجع عن القرار، فإن المسؤولين المحليين والمركزيين ذكروا بأن الإجراء قانوني وتم التحسيس به قبل انطلاق الامتحانات.

في البلدية، هدد أولياء تلاميذ برفع دعاوى قضائية ضد مسؤولين بمراكز إجراء امتحان البكالوريا، لإقصاء أبنائهم وحرمانهم من الدخول لإجراء امتحانات الفترة المسائية لأول يوم من الامتحانات، بسبب تأخرهم عن الالتحاق بمراكز الامتحان في الوقت الرسمي.

وبولاية الوادي، أكدت مصادر مطلعة من مديرية التربية إقصاء نحو 15 تلميذا، منها حالات بسبب الغش وحالات أخرى بسبب التأخر عن المهلة المحددة للدخول للامتحان.

من جهتها، سجلت مصالح مديرية التربية بولاية غليزان، منذ بداية انطلاق امتحان شهادة بكالوريا جوان 2017، حالة غش واحدة تتعلق بمرشح حرّ بأحد مراكز الإجراء بعاصمة الولاية، تم ضبطه من طرف الحراس يقوم بالغش باستعمال قضاصة صغيرة "حجاب". كما تم إقصاء 42 مترشحا حرا بسبب الوصول المتأخر. أما فيما يتعلق بالغيابات المسجلة بين أوساط المترشحين، فأكد مصدر بمديرية التربية، بأن العدد الإجمالي للمتغيبين إلى غاية اليوم الثاني بلغ أكثر من 1390 مترشحا.

وفي ميله، تعرض 9 تلاميذ إلى الإقصاء من امتحان شهادة البكالوريا بعدد من مراكز الإجراء. ويعود سبب الإقصاء، حسب مصادر "الخبر"، إلى التأخر عن الوقت القانوني المحدد، ومس الإقصاء 3 تلاميذ بمركز عاتي عبد الحفيظ، من بينهم طالبة نجبية بمعدل سنوي قدره 17 من 20، كما تم إقصاء ثلاثة آخرين من مركز 8 ماي 56 ببلدية الرواشد للأسباب نفسها، وبمركز رابح خدروش لقي طالبان المصير نفسه للسبب نفسه.

وفي بسكرة، ضبط، يوم أمس، الأساتذة المكلفون بالحراسة في امتحان البكالوريا بولاية بسكرة ثلاث حالات غش في حالة تلبس، ما كلفهم الإقصاء النهائي. واستنادا إلى مصدر مسؤول، فإن حالتين سجلتا بمدينة سيدي عقبة لطالبيين ذكور كانا يغشان بطريقة كلاسيكية بواسطة قصاصات ورقية. أما الحالة الثالثة، فتخص طالبة من الأحرار بمركز الإخوة بركات بعاصمة الولاية ضبطت في حالة غش باستعمال هاتف نقال، ويبدو أنها فلنتت من جهاز كشف المعادن الذي استعمل في جميع المراكز.

أما في ولاية تبسة، وحسب أرقام خلية الإعلام بمديرية التربية بتبسة، فقد سجل غياب 1784 مترشح في امتحان شهادة البكالوريا جوان 2017 من مجموع عام يقدر 18525 مسجلا لاجتياز الامتحان، أغلبيتهم من الأحرار. ويتوقع أن ترتفع النسبة في صفوف الأحرار بالنظر إلى مشاركة بعض الموظفين من قطاع التربية للتهرب من الحراسة، وآخرين من مؤسسات وإدارات وأسلاك رسمية لأجل تبرير الغياب أمام هذه الجهات وانتهاز الفرصة لتنتقلات واغتنام الاستدعاءات للاستفادة من أيام عطلة.

من جهة ثانية، أوضحت المسؤولة لووكالة الأنباء عن ضبط 69 محاولة غش تتعلق أساسا باستعمال الهاتف النقال، أما الغيابات فسجلت نسبة 11.39 بالمائة، من بينهم 1.56 بالمائة بالنسبة للتلاميذ المتمدرسين والباقي يخص المترشحين الأحرار.

وأبرزت الوزيرة أن أي تأخر بعد الساعة التاسعة تماما سيحرم المترشح من المشاركة في الامتحان، مشيرة إلى أن عدم السماح للمترشحين بدخول قاعات الامتحان بعد الساعة التاسعة تماما "يندرج ضمن سلسلة الإجراءات المعتمدة لتأمين البكالوريا وضمان مصداقيتها".

"برامج تلفزيونية تحرض على العنف ضد المرأة": الخبر 13 06 2017

أعرب المجلس الوطني لحقوق الإنسان عن قلقه إزاء برامج بعض القنوات الخاصة التي "تحرض علنا على العنف ضد المرأة", داعيا السلطات القضائية إلى "تطبيق القوانين السارية المفعول لوضع حد لجميع أشكال التمييز التي تنقلها وسائل الإعلام".

وحدث المجلس في بيان له اليوم الاثنين, "السلطات القضائية على تطبيق القوانين السارية المفعول لوضع حد لجميع أشكال التمييز التي تنقلها وسائل الإعلام بما في ذلك التمييز على أساس الجنس أو العرق أو اللون أو الإعاقة", كما أوصى بأن "تتضمن دفاتر الشروط الخاصة بوسائل الإعلام بنودا "تحظر جميع أشكال التمييز وفقا لقانون العقوبات

وفي ذات الإطار, دعت الهيئة, سلطة ضبط السمعي البصري إلى "اتخاذ التدابير اللازمة التي يخولها لها القانون من أجل "ضمان امتثال كل برامج السمعي البصري, بغض النظر عن الوسيلة المستخدمة, للقوانين واللوائح السارية المفعول

وشجب المجلس "الصور والخطابات التي تبيث داخل الوطن من خلال برامج بعض القنوات التلفزيونية والتي تحرض علنا على العنف ضد المرأة وتهونه", معتبرا أن هذه البرامج التي يفترض أن تكون "ذات طابع ترفيهي" خصوصا في شهر رمضان, "تحط من كرامة المرأة وتحرض علنا من خلال الصور والخطاب, البالغين والأطفال, على العنف ضد النساء وتهونه, في حين أن تأثير وسائل الإعلام على النمو النفسي للطفل أكيد", حسب ما جاء في البيان

وأوضح البيان ان التمييز والتحريض العلني على التمييز الذي يرتكبه أشخاص طبيعيين أو معنويون, يعاقب عليه "وفقا للمادتين 295 مكرر 1 و2 من قانون العقوبات

نقابات التربية: على بن غبريط تحمل مسؤولية "إقصاء" المترشحين: الشروق 13 06 2017

حملت، نقابة التربية المستقلة، وزيرة التربية مسؤولية قضية المترشحين المقصيين بسبب التأخرات

وأكد، الأمين الوطني المكلف بالإعلام والاتصال بنقابة المجلس الوطني المستقل لمستخدمي التدريس للقطاع ثلاثي الأطوار للتربية، مسعود بوديبة، أنه كان الأجدر بوزيرة التربية ترك السلطة التقديرية لرؤساء مراكز الإجراء، قبل اتخاذ قرار الإقصاء في حق المترشحين المتأخرين، من خلال دراسة حالات المترشحين حالة بحالة، خاصة وأن التأخر في معظم المراكز لم يتجاوز الدقيقتين، مشيراً إلى أن القوانين وحدت لإقرار الصرامة وإحكام التنظيم للمحافظة على حقوق التلاميذ وليس لإقصائهم والقضاء على مستقبلهم بسبب دقيقة تأخر، وانتقدت نقابة مجلس ثانويات الجزائر، إجراء الإقصاء الذي لحق المتأخرين.

El Watan 14 06 2017 : Sétif : Echauffourées avec les retraités de l'ANP

Le centre-ville de Sétif a été ébranlé, lundi soir, par de graves échauffourées.

Organisé devant le siège de la wilaya, le rassemblement des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) et des invalides ayant passé les plus belles années de leur vie dans la lutte antiterroriste s'est transformé, quelques heures avant la rupture du jeûne, en une véritable bataille rangée. Celle-ci a opposé les forces de sécurité venues en nombre et des manifestants en furie. Pour disperser les anciens militaires, les unités antiémeute ont utilisé des lacrymogènes, des matraques et des balles en caoutchouc.

Munis de pierres — résidus du chantier du tramway qui traverse le cœur de la capitale des Hauts-Plateaux —, les manifestants ont riposté aux forces de l'ordre. N'ayant épargné aucun coin du centre de l'agglomération ébranlée par un tel fait, la course poursuite qui a enregistré des blessés dans les deux camps s'est atténuée à quelques minutes de la rupture du jeûne.

Dans la soirée, un dispositif sécuritaire a été mis en place autour du siège de la wilaya et dans différents endroits de la cité. Il convient de préciser que le rassemblement de centaines d'ex-engagés fait suite à l'arrestation de leur chef de file, Amar El Biri. Ce dernier aurait été arrêté par des éléments de la gendarmerie au niveau de la station d'essence du relais les Babors de l'autoroute Est-Ouest, situé à une dizaine de kilomètres de Sétif.

La nouvelle, qui s'est répandue telle une traînée de poudre, n'a pas été du goût de ses compagnons qui attendaient leur représentant en partance pour Alger. Pour dénoncer cette arrestation, des centaines d'ex-militaires se sont, dans un premier temps, rassemblés au niveau de la gare routière, située à la sortie sud-ouest de la ville où la situation a, par la suite, dégénéré.

Kamel Beniaiche

Liberté 14 06 2017 : Plusieurs blessés enregistrés

La rue de l'ALN a été le théâtre de violents affrontements, avant-hier, quelque temps avant la rupture du jeûne, entre des retraités et des invalides de l'armée et les éléments des forces de l'ordre, déployés pour faire face à la manifestation tenue devant le siège de la wilaya de Sétif. Les manifestants ont investi la rue, nous apprend-on, pour dénoncer l'arrestation, par la gendarmerie, du leader du mouvement des militaires retraités, au niveau de la station-service des Babors à la sortie ouest de la ville.

Ce dernier se rendait à Boumerdès pour répondre à une convocation de la gendarmerie. Les événements ont vite évolué lorsque des dizaines de personnes se sont regroupées devant la gare routière pour se diriger par la suite vers le centre-ville de Sétif. Le renfort du service d'ordre de la cinquième unité d'intervention anti-émeutes était déjà sur place. Selon des témoins oculaires, pour disperser les manifestants, les services de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les manifestants ont riposté par des jets de pierres tout au long de la rue du 8-Mai-1945 et du 1er-Novembre. Plusieurs ambulances ont été mobilisées pour évacuer les blessés des deux camps. Dans la soirée, le renfort était toujours présent devant le siège de la wilaya et de la direction de sûreté.

La tension était très tendue. Cependant, tard dans la nuit, les anciens militaires, qui ont appris la libération de leur leader, ont organisé une opération "escargot". Des dizaines de voitures ont défilé à travers plusieurs artères de la ville pour exprimer leur soulagement. Il est à rappeler que le mouvement des retraités de l'armée réclame, notamment, une revalorisation des pensions de retraite et une prise en charge médicale.

F. Senoussaoui

Liberté 14 06 2017 : À l'Ouest : les incontournables de la Toile en colère

Pour cause de brouillage des réseaux sociaux, de nombreux internautes des wilayas de l'ouest du pays ont été privés partiellement de connexion à Internet. C'est le cas à Tlemcen, à Oran, à Aïn Témouchent, à Mascara... Cette perturbation a irrité les incontournables de la Toile qui ont jugé là une atteinte à leur droit à l'information.

Les abonnés à la 3G et à la 4G ont dû attendre jusqu'à la fin des épreuves pour pouvoir avoir enfin accès à leurs réseaux préférés. Outre la fouille corporelle, les 19 100 candidats au bac ont été astreints à déposer leur téléphone portable à l'entrée des 60 centres d'examen dont certains protégés par un système de brouillage des champs magnétiques.

La troisième journée des épreuves du baccalauréat, à Tiaret, s'est illustrée par une augmentation sensible des absents. À Mostaganem, l'on a remarqué l'application stricte des consignes de sécurité à l'image de l'interdiction de l'usage des téléphones mobiles. Des perturbations dans l'accès aux réseaux sont perceptibles depuis le début des épreuves dimanche dernier, mais le soir venu, l'accès devient plus facile.

Apparemment, les mauvaises habitudes de certains candidats et la pression exercée sur l'encadrement par la tutelle a eu un effet contreproductif. À Oran, des candidats retardataires ont failli rater l'examen après quelques embrouilles avec les surveillants surtout pour les tentatives d'utilisation de portable à en croire les candidats. D'autre part, la diffusion des sujets sur Internet et Facebook après un quart d'heure de la distribution des sujets a perturbé les parents. "J'ai été perturbé à l'annonce des sujets sur Internet", avoue un parent.

Cette situation a poussé les syndicats à demander des explications de la tutelle sur ce phénomène qui nuit à la crédibilité de l'examen et pose de moult interrogations sur les auteurs de cette pratique qui influe négativement sur les examens et les diplômes.

M. S./N.B./R. S./B. A.

El Watan 14 06 2017 : Mourad Oulmi répond aux critiques



Le PDG du groupe Sovac, Mourad Oulmi, a tenu à répondre hier aux critiques sur la Toile autour du montage des véhicules Volkswagen dans l'usine Sovac Production à Relizane.

Des internautes n'ont pas manqué de relever l'absence d'intégration locale dans le montage de ces véhicules, relayant même une photo montrant des véhicules Sovac.

«C'est vrai que beaucoup critiquent sur la Toile le SKD. Il faut savoir que les grands constructeurs comme Volkswagen, Ford, Toyota existent depuis une centaine d'années, et l'industrie automobile, on ne la crée pas en une année ou six mois. Il nous faut au minimum une dizaine d'années, dont au moins quatre ou cinq ans pour bâtir ce qu'on appelle du CKD», a expliqué Mourad Oulmi sur les ondes de la Radio nationale. Pour l'invité de la rédaction de la Chaîne 3, «les producteurs doivent être accompagnés par une vision, une stratégie à long et à court termes, à savoir ne pas se limiter uniquement au montage de véhicules. Il faut créer un écosystème autour de l'industrie de l'automobile», a-t-il estimé.

Du coup, interrogé au sujet de l'intégration de composants produits en Algérie sur ses véhicules, le PDG de Sovac reconnaît que l'ensemble des composants des véhicules assemblés dans l'usine de Relizane ont été importés, et qu'aucune pièce n'a été produite en Algérie. «Il ne faut pas se mentir, il faut dire les choses de manière très transparente et ne pas faire de démagogie.

Beaucoup de gens ne posent pas de question pour l'électroménager, les téléphones fabriqués en Algérie... Il y a un rapport émotionnel vis-à-vis de l'automobile», a-t-il soutenu. Tout en rappelant le cahier des charges imposé aux industriels de l'automobile, un taux d'intégration de 15% sur trois années et de 45% sur les cinq prochaines, l'invité de la Chaîne 3 considère

qu'avec les volumes qu'on va atteindre, les 100 000 véhicules projetés, il reste difficile de trouver les sous-traitants permettant d'atteindre un pareil taux de 45%.

L'intervenant indique, par ailleurs, que sa vocation avec ses partenaires allemands est de réaliser en l'Algérie une plateforme d'exportation de véhicules vers l'Afrique et d'autres régions du monde. Mais, l'ambition personnelle du PDG de Sovac est d'occuper le premier rang au Maghreb en termes d'exportation de pièces de rechange. «Ce n'est pas normal que le Maroc exporte pour environ 7 milliards de pièces de rechange automobile et la Tunisie pour quelque 5 milliards, et l'Algérie pour zéro euro», estime-t-il. Il a indiqué que son partenaire Volkswagen prévoit d'exporter à terme 80% de la production de pièces produites en Algérie. «On a besoin de marchés extérieurs pour être compétitif. Notre partenaire Volkswagen, lui, achète de la pièce, s'il veut atteindre les 40% de taux d'intégration, il sera obligé d'appeler ses sous-traitants pour qu'ils viennent en Algérie afin d'exporter 80% de leurs pièces de rechange et garder l'excédent pour nos usines Volkswagen, Renault ou autre», a affirmé le PDG de Sovac.

Le groupe Sovac a ouvert les précommandes dimanche dernier sur les quatre véhicules, Volkswagen Golf 7, Skoda Octavia, Seat Ibiza, Volkswagen Caddy). Depuis, les succursales et les agents du groupe Sovac sont pris d'assaut par des milliers de clients. Le premier lot de véhicules, qui seront assemblés durant le mois de juillet, a déjà été vendu et les clients seront livrés au début du mois d'août.

Rabah Beldjenna

مليار خسارة عن كل يوم جرّاء قطع الإنترنت 200 :الشروق 17 06 2017

- قرار لـ"الشروق": الحكومة مطالبة بوقف الأساليب التقليدية في التعامل مع التطور التكنولوجي

تحول امتحان شهادة البكالوريا في الجزائر إلى هاجس يطارد المؤسسات الاقتصادية، والإدارات العمومية، التي تضطر على مدار الأيام التي يجتاز فيها الممتحنون الاختبار، إلى تعطيل آلة الإنتاج لديها، وتخفيض نسبة خدماتها، والسبب قطع الانترنت أو تخفيض سرعة التدفق، وهو ما جعل خبراء يتوقعون مصيرا غامضا، بل مجهولا للتجارة الإلكترونية في بلادنا.

وبرأي مختصين في مجال التكنولوجيات، لم توفر الجزائر بيئة ملائمة للاستثمار في المجال المعلوماتي بسبب مواجهتها لمشاكل التكنولوجيات الحديثة بحلول تقليدية بدائية، تعطل مصالح العديد من المستثمرين المحليين والأجانب، وما يعكس هذا الواقع اضطرابات تدفق الانترنت التي عرفتها الجزائر على مدار الخمسة أيام الفارطة، التي اجتاز فيها قرابة نصف مليون تلميذ امتحانهم المصيري في شهادة البكالوريا.

وبرأي الخبير يونس قرار، فإن الخسائر التي يتكبدها متعاملو الهاتف النقال، والشركات لا يمكن حسابها بدقة، لكن يمكن القول أنها تتعدى 200 مليار سنتيم في اليوم الواحد وألف مليار سنتيم في الخمسة أيام.

وقال قرار "مصالح وزارة التربية تمكنت من تجاوز الفضيحة التي وقعت في الدورة الفارطة، لكنها لاتزال تلجأ إلى قطع الانترنت كحل لمحاربة الغش الإلكتروني"، معتبرا أن الخسائر التي تكبدها المتعاملون في حال ما احتسبنا أن 20 مليون مشترك في خدمات الجيل الثالث يقومون باشتراكات بقيمة 100 دج للمشارك الواحد، وحرموا من هذه الخدمة خلال 5 أيام من البكالوريا، فإن الخسائر تقدر بـ1000 مليار سنتيم.

وذكر قرار، أن هذه الخسائر يضاف إليها تلك التي تلاحق المؤسسات كالبنوك، الوكالات السياحية، شركات النقل، والشركات الصناعية والإعلامية التي تستعمل شبكة الانترنت في مجالات نشاطها كالرسائل البريدية. وأشار أن الخسائر المسجلة تختلف من شركة لأخرى حسب طبيعة النشاط ودرجة استعمال شبكة الانترنت.

وأفاد الخبير أن الانترنت باتت حياة المجتمع، وأي انقطاع قد يعزله عن العالم، مطالبا الحكومة بضرورة التقطن لهذا الأمر ووقف اللجوء إلى هذه الأساليب التقليدية في التعامل مع التطور التكنولوجي، لأنها سترهن مشروع الحكومة القائم على إرساء معالم التجارة الإلكترونية في بلادنا، لأن الخدمات الإلكترونية من منظوره، لا تقبل أي خلل في المنظومة المعلوماتية، لأن أساس المعاملات يتم عن طريق كبسة زر.

ويرى يونس قرار أن الحكومة مطالبة بالتوفيق بين الخطابات والواقع للاستمرار في طريقها "الطويلة" نحو الحكومة الإلكترونية.

حنون تهاجم أويحيى بسبب مطالبته ببيع المؤسسات العمومية للخواص : الشروق 17 06 2017



هاجمت الأمينة العامة لحزب العمال لويزة حنون، مدير ديوان رئاسة الجمهورية احمد اويحيى بسبب دعوته لخصوصة المؤسسات العمومية بقبعة زعيم حزب الارندي، وقالت إن النموذج الذي يتحدث عنه مجرد إصلاحات مضادة لا فائدة منها، وبالمقابل عبرت عن قلقها من إقحام النموذج الاقتصادي الجديد في مخطط عمل الحكومة.

واستغلت حنون، افتتاح أشغال اجتماع المكتب السياسي لحزبها، الجمعة، لفتح النار على الأمين العام للتجمع الوطني الديمقراطي أحمد أويحيى، وتصف خطابه الأخير الداعي لخصوصة المؤسسات العمومية العاجزة، بسياسة التصحير الاقتصادي والتعديل الهيكلي الذي تسبب - حسبها - في غلق المئات من المؤسسات العمومية، وتسريح ما يقارب مليوني عامل، مشككة في نية هؤلاء في تحويل الجزائر إلى صومال جديد.

وذهبت حنون أبعد من ذلك، حينما قالت إن مروجي هذا الخطاب "ينتمون إلى الأقلية الأوليغارشية التي تتوافق أفكارها مع "توجهات صندوق النقد الدولي والبنك العالمي".

من جهة أخرى، لم تخف زعيمة حزب العمال تخوفها من الخطاب الداعي إلى تقليص جديد للتحويلات الاجتماعي، قائلة: "من ينادي بذلك يريد تدمير كل الروابط القائمة بين أغلبية المواطنين والدولة".

وعادت الأمينة العامة لحزب العمال، للحديث عن مخطط عمل الحكومة الذي وقع عليه الرئيس والذي ينتظر نزوله إلى البرلمان للمناقشة الأسبوع المقبل، حيث أبدت تخوفها من تبنيه للنموذج الاقتصادي الجديد، مصرحة: "نخشى من تبني النموذج الاقتصادي الجديد الذي طرحته الحكومة في وقت سابق، فهو المسؤول عن حالة الانكماش الذي تعيشها الجزائر"، كما استغربت حنون حديث بيان مجلس الوزراء عن الحاجة لمواصلة تطهير القطاع الاقتصادي ومناخ الاستثمار، في حين انه من المستعجل - حسبها- تقديم حصيلة سياسة الخوصصة ومدونة الاستثمارات للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار، مسجلة في نفس الوقت ارتياحها للتعليمات التي أعطتها رئيس الجمهورية للحكومة، بتفادي اللجوء إلى الاستدانة الخارجية، وتأكيد على ضرورة الحفاظ على السيادة الاقتصادية للبلاد، إلا أن ذلك لم يمنعها من الحديث عن التناقضات التي تضمنها بيان مجلس الوزراء، وعدم تطرقه لمسألة جوهريّة، تخص حق الشعب في انتخابات حرة ونزيهة.

وبخصوص قانون المالية لسنة 2018، قالت حنون إنه سيكون مؤشرا على التوجه الحقيقي للجهاز التنفيذي.

وفي سياق متصل، طالبت الأمانة العامة للحزب بضرورة استعادة الدولة للديون غير المسددة، الأمر الذي سيسمح – حسبها- بإعداد "ميزانيات مثالية دون اللجوء إلى عائدات المحروقات"، مقترحة في نفس الوقت إلغاء اتفاق الشراكة مع "الاتحاد الأوروبي، مشيرة إلى أنه "سيستنزف من الخزينة العمومية أزيد من 700 مليار دينار بسبب التفكيك الجمركي

واعتبرت بهذا الخصوص أن الجزائر يمكنها أن تنسحب من اتفاق الشراكة بالاعتماد على المادة 11 منه التي تسمح لها "بذلك في "حال تسجيل خلل في ميزان المدفوعات

غليان بدائرة الرويبة ومواجهات بين الشرطة والمحتجين: الشروق 17 06 2017

تعيش الدائرة الإدارية للرويبة غليانا حقيقيا بعدما منحت بلدية الرغاية أكثر من 340 ورقة قبول تتعلق بطعون العائلات التي تم إقصائها، والتي كانت تقطن بالحي القصديري كروش من أصل 600 مقصي، لتتقطن مصالح البلدية للخطأ وتسحب ورقة القبول، الأمر الذي أخرج المقصين للشارع للمطالبة بسكناتهم التي "سُرقت" منهم على حد قولهم.

انتفض، الخميس، عشرات المقصين الذين كانوا يقطنون بالحي القصديري "كروش" ببلدية الرغاية، أمام مقر الدائرة الإدارية للرويبة، مطالبين بتدخل الوزير الأول عبد المجيد تبون، ووالي العاصمة وإيفاد لجنة تحقيق بعدما منحهم رئيس البلدية الموافقة على طعونهم لتلغيها نفس المصالح بعد ذلك لأسباب مجهولونها.

المحتجون أمام مقر الدائرة والذين حملوا شعارات "نريد حقنا المهضوم"، "أين أنت يا رئيس الجمهورية سرقوا حقنا في بلد الحق"، أكدوا للشروق أن مصالح بلدية الرغاية اتصلت بأكثر من 340 عائلة من أصل 600 مقصية لتمنحهم الرد الإيجابي على الطعون التي أودعها بعد الترحيل.

وجاء في الوثيقة التي تحوز "الشروق" على نسخة منها "عملا بأحكام المرسوم التنفيذي رقم 08-142 المؤرخ في 11 ماي 2008، وتبعاً للطعن الذي تقدمتم به أمام اللجنة الولائية للطعون عقب عملية الترحيل، فإنه بعد الدراسة المعمقة لطعنكم، قررت اللجنة قبوله"، ودعتهم للتقرب من مصالح المقاطعة الإدارية قصد استلام ورقة الطريق، وهي الورقة التي تحوز "الشروق" نسخة منها ممضاة من طرف رئيس المجلس الشعبي البلدي زفان العربي، لتتقدم العائلات إلى الدائرة وتتفاجأ برد مسؤولي الدائرة بأن الوثيقة غير مقبولة لدى مصالحها.

من جهتنا اتصلنا رئيس بلدية الرغاية، زفان العربي، حيث أكد أن اللجنة الولائية للطعون قبلت طعون 17 عائلة فقط و 600 عائلة طعنها غير مؤسس، ويملكون الحق في إعادة إيداع طعون على مستوى البلدية والدائرة، وأضاف زفان بأن مصالحه ارتكبت خطأ أثناء تحرير وثيقة قبول الطعون، حيث قامت بتحريرها لـ 340 عائلة بدل الـ 17 عائلة، وأثناء عملية تسليم هاته الوثيقة تقطن الأعوان لهذا الخطأ، حيث امتنعت عن منح الوثيقة، لتتحم حسب رئيس البلدية، العائلات المقر وتأخذ الوثيقة عنوة من رئيس المصلحة.

وأردف محدثنا أنه أودع شكوى لدى مصالح الأمن التي بدورها ألغت تلك الوثيقة بسبب الخطأ الإداري، وتم فتح تحقيق في القضية، وبخصوص الـ 17 عائلة التي تم قبول طعنهم فأكد زفان أن مصالحه ستمنحهم ورقة العبور بعد عيد الفطر.

التقشف يزحف نحو "السوسيال" وأموال الدعم: الشروق 17 06 2017

- نظام تحويل نقدي "كبديل ومقترحات بتخفيض الفاتورة إلى 50 بالمائة"

رخص رئيس الجمهورية، لحكومة الوزير الأول عبد المجيد تبون، بترشيد وخفض فاتورة الدعم الاجتماعي، من خلال اعتماد سياسة انتقائية تفضي إلى استهداف أفضل لمستحقي مساعدة الدولة، في وقت تتجه الحكومة إلى توسيع الاستشارة في هذا الملف، ليشمل الأحزاب السياسية وفعاليات المجتمع المدني والخبراء، حتى "يفرق دم" قرار التقشف في "السوسيال" . على القبائل، بعد حالة من التردد لازمت الحكومة في معالجتها لهذا الملف، الذي فتح منذ 4 سنوات دون الفصل في أمره .

تضمن مخطط عمل حكومة الوزير الأول عبد المجيد تبون، المصادق عليه من قبل مجلس الوزراء الأربعة الماضي، محورا خاصا يتعلق بضرورة توسيع الإستشارة بغرض بناء توافق حول الإصلاحات المتعددة التي تحتاجها العدالة الاجتماعية وملف التضامن الوطني، ويبدو من خلال مضمون العبارة أن الجهاز التنفيذي يأبى أن يتحمل مسؤولية قرار التحول من الدعم العام إلى الدعم الانتقائي أو المستهدف للفئات المحتاجة، ففضل السعي للوصول إلى حل توافقي يرضي جميع الأطراف، ويضمن معه توزيع المسؤولية على الأحزاب السياسية، وفعاليات المجتمع المدني لتقادي أية ردة فعل محتملة، خاصة وأن الملف تداولت عليه عدة حكومات، وعملت عليه وزارة المالية وضبطت مقترحات تقضي بخفض فاتورة التحويلات الاجتماعية إلى النصف، كما اقترحت اعتماد "نظام التحويل النقدي" كنظام بديل للنظام العام المعتمد في التحويلات الاجتماعية والذي يكلف الحكومة في أحسن الأحوال 1600 مليار دينار، أي 16 مليار دولار.

ملف التحويلات الاجتماعية أو ما يعرف شعبيا بـ"السوسيال" ستتعامل معه حكومة تبون بجدية، أكبر وستجعله موضوع استشارة موسعة، وسط معلومات مؤكدة أن الحكومة تتجه نحو التخلي التدريجي عن الدعم العام والاعتماد بدلا عنه على "نظام تحويل نقدي" يتمثل في منح مبالغ مالية مباشرة لذوي الدخل الضعيف لتحمل أعباء زيادات الأسعار المرتقبة جراء التخلي عن الدعم العام خلال السنوات القادمة.

الظرف الاقتصادي والمالي الصعب، الذي جعل الرئيس يضع خطوطا حمراء للحكومة الجديدة، كما ألزمها بورقة عمل تمنع اللجوء إلى أي نوع من أنواع الإستدانة سيكون أكبر رهان لها في التسيير، والأكد أنها ستسرع بتغيير نظام التحويلات الاجتماعية، خاصة وأن المعلومات القادمة من وزارة المالية تؤكد جاهزية ملف اعتماد "نظام تحويل نقدي" كبديل يساعد ذوي الدخل الضعيف على تحمّل انعكاسات التخلي عن الدعم العام بمختلف الأشكال، خاصة ذلك المتعلق بدعم الأسعار.

النظام البديل تقول مصادرنا أنه يعتمد على تحديد الفئات المعنية ومنحها مبالغ مالية مباشرة، تمكنها من مواجهة الزيادات في الأسعار، ويتعلق الأمر بإقامة العدل بين الفئات الاجتماعية عبر إعادة توزيع التحويلات الاجتماعية، وهي تحويلات يرجح أن تتراجع بحوالي 15 بالمائة السنة القادمة، في وقت تشير الدراسة إلى إمكانية خفضها بنسبة 50 بالمائة، وذلك من خلال التخلي عن دعم بعض السلع كالوقود الذي قررت الحكومة رفع الدعم عنه تدريجيا بداية من السنة الماضية.

التخلي عن نظام الدعم العام يأتي في وقت تهدف فيه الحكومة إلى ترشيد وعقلنة النفقات، هذا الهدف الذي يستحيل بلوغه مع استمرار الدعم العام الذي يعتبر منتجا للتبذير. وكانت فكرة تحديد الفئات المعوزة والفقراء ومنحها الدعم دون غيرها محل توصيات قدمها الخبراء الاقتصاديون منذ سنوات، إلا أن البحوث المالية التي عاشتها البلاد خلال السنوات الـ15 الماضية

وتجنب الحكومات المتعاقبة تأجيج الوضع الاجتماعي حالاً دون تجسيد هذه الفكرة، كما شكل دوماً نصيحة من نصائح صندوق النقد الدولي والبنك العالمي.

استبدال الدعم العام بالدعم الانتقائي يحتاج أولاً لتحديد الفئات المعوزة وهو أمر ممكن التحقيق مع رقمنة الحالة المدنية وربط البلديات بشبكة الإعلام الآلي، ثم تعميم بطاقات الهوية الوطنية البيومترية ليلبها تجريب العملية في ولايات نموذجية قبل تعميمها على باقي الولايات.

وقد سبقَت عدة دول الجزائر في تطبيق هذا النظام تتقدمها البرازيل، وتستخدم هذه الدولة الجنوب أمريكية في الوقت الراهن برمجيات تساعد على حصر الدعم وتوجيهه للفقراء والمحتاجين فقط.

El Watan 17 06 2017 : «Le plan du gouvernement manque de clarté»



- La rationalisation budgétaire, la promotion des financements internes non conventionnels et la préservation de la souveraineté économique du pays en évitant le recours à l'endettement extérieur et en contenant davantage le volume des importations afin de sauvegarder les réserves de change. Est-ce que tout cela est du domaine du possible pour redresser l'économie nationale ?

Rationaliser un budget, dans tout ce que cela comporte d'allocations pertinentes et ciblées pour créer de la richesse, fait partie du b.a.-ba de la gestion des finances de l'Etat. Ce n'est pas un défi, c'est une obligation. Quant à «la promotion de financements internes non conventionnels», cela revient à dire que le président de la République autorise la Banque centrale à émettre du papier monétaire, à faire ce qu'on appelle du Quantitative Easing ou assouplissement quantitatif, pour possiblement pallier à la crise de liquidités engendrée par la chute des prix du baril de pétrole, et financer les déficits budgétaires.

Ce procédé classique a des impacts incertains et n'est pas sans risque. D'une part, il est planifié pour une période de transition sur la durée de laquelle le communiqué présidentiel reste ambigu. Et pour cause, partout où cela a été appliqué, ce procédé a été renouvelé de période en période, et ce, des années durant.

Et en la matière, rien n'est plus pernicieux et dévastateur que de telles ambiguïtés alors que l'Algérie perd un à un l'ensemble de ses leviers financiers, économiques, voire politiques. D'autre part, et pour faire simple, une circulation abondante de monnaie par ce truchement non conventionnel se fait au détriment des prix, ce qui implique une hausse de l'inflation et, sans rattrapage salarial, une perte du pouvoir d'achat pour les plus démunis. Cette fois-ci, le gouvernement ne sera plus en mesure d'acheter la paix sociale et un effet boomerang violent, de toutes les frustrations accumulées, est à craindre pour la stabilité du pays.

Comme je l'ai souvent dit et écrit, la chute du prix du baril aurait pu être l'opportunité d'une véritable remise en question du paradigme de la gouvernance en général et économique en

particulier telle qu'elle a été pratiquée depuis 15 ans. Au lieu de cela, nous avons persisté à vivre sous le syndrome de Dunning-Kruger, qui voit les blagues sans substance se substituer à la compétence, et l'arrogance à l'intelligence.

- Cette démarche devra permettre, selon le communiqué du Conseil des ministres, une visibilité de la politique budgétaire à moyen terme et un équilibre du budget de l'Etat pour pouvoir entamer, dès 2020, la mise en œuvre de mesures concrètes de diversification de l'économie. Est-ce que cela est possible en l'état actuel des choses ?

Si je comprends bien, il faut 4 ans pour assurer seulement le «décollage de cette nouvelle politique de croissance» ? Il faut attendre 2020 pour commencer concrètement la diversification économique ? Personnellement, je ne peux admettre de mes équipes des généralités sémantiques, surtout si elles ne sont pas adossées à des objectifs clairs et tangibles. Quels indicateurs sont recouverts par tout cet éventail de mots tels que «décollage, rattrapage, stabilisation, convergence» ?

Où veut-on aller avec ce modèle de croissance ? Quels sont ses objectifs ? Et comment veut-on y parvenir ? Si on veut que ce modèle soit crédible, clair, réaliste, et que les structures algériennes de tout ordre, économique, éducative, recherche, etc. se l'approprient, y adhèrent et se mobilisent pour l'atteindre, il faudra penser différemment.

- Bouteflika appelle le gouvernement à ne pas recourir à l'endettement extérieur ; est-ce une voie envisageable ?

Le président de la République a raison dans le sens où nous devrions rester maîtres de notre destin et, pour cela, éviter de finir par avoir recours au FMI. Les principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie, comme les déficits, le chômage et l'inflation sont mauvais. A cela s'ajoutent les prévisions de croissance qui, selon la Banque mondiale et le FMI, vont passer de 4,2% en 2016 à 1,4% en 2017, et 0,6% en 2018.

Des taux de croissance aussi faibles, avec des perspectives de remontée du baril au-delà de 55 dollars, quasiment impossibles à prévoir dans le court terme à moins d'une guerre dans le Golfe, ne pourront qu'accentuer les problèmes du pays. J'ajoute à cela que nous sommes à la deuxième année de la première phase du modèle de croissance économique et qu'aucun indicateur de progrès substantiel n'a été enregistré.

Ceci explique pourquoi certains amateurs des solutions de facilité verraient d'un bon œil le recours à l'endettement extérieur. La non-soutenabilité de nos finances publiques nous imposera le recours au FMI si nous ne faisons rien, car avec notre notation «D» par la Coface, il ne faut guère compter sur les marchés pour nous financer à des taux raisonnables. Nos réserves de change offrent quelques garanties à d'éventuels créanciers, mais elles sont dans une dynamique baissière et auront été diminuées par 2 en seulement 4 ans d'ici la fin de cette

année. Et lorsque nos réserves seront moins confortables qu'aujourd'hui, il sera alors beaucoup plus difficile d'agir.

Said Rabia



Le programme du nouveau gouvernement se décline grosso modo comme une poursuite de la feuille de route de l'Exécutif sortant, même si, édifié définitivement sur la durabilité de la crise du pétrole et de ses impacts négatifs sur la finance nationale, il a cherché quelques nouveaux points d'articulation aux politiques économique et sociale notamment.

Dans le plan d'action du gouvernement présenté mercredi en Conseil des ministres, Abdelmadjid Tebboune a sérié une série d'actions à réaliser d'ici à 2019. Des actions qui se déclinent comme des engagements pris pour lesquels il sollicitera, dès mardi prochain, le quitus du Parlement. Sa copie, déposée au niveau de l'APN immédiatement après le Conseil des ministres, longue de 58 pages, propose, outre les mesures économiques à entreprendre, des révisions des cadres juridiques et réglementaires (élaborations et amendements de loi).

Avis du Conseil d'État sur les projets d'ordonnances

Le gouvernement s'engage également à revoir "la loi organique relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'État" dans le sens de lui conférer la prérogative d'examiner et d'émettre un avis sur les projets d'ordonnances. Par ailleurs, le gouvernement promet, dans ce qui convient d'appeler une "feuille de route", d'amener son gouvernement à "organiser la communication institutionnelle de manière à refléter une volonté de transparence".

Dans la partie consacrée à la réforme de la justice, le Premier ministre compte mener une profonde révision du "code pénal, du code de procédure pénale, de la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes", ainsi que la révision du "code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus".

Dans le chapitre consacré à la question de droits de l'Homme et des libertés, l'Exécutif retient d'élaborer des textes de loi relatifs "aux conditions de saisine du Conseil constitutionnel d'une exception d'inconstitutionnalité de la loi, à la protection des données à caractère personnel, au droit à l'obtention des informations, documents statistiques et leur circulation, aux réunions et manifestations publiques, aux associations, aux partis politiques et à l'expropriation pour cause d'utilité publique".

Une loi pour régir la relation administration-usagers

Pour améliorer le quotidien des citoyens en matière de démarches administratives, le gouvernement Tebboune envisage de “préparer et lancer des prestations innovantes, telles que le self-service au sein des services administratifs à travers des bornes automatisées de distribution de documents administratifs et les prestations à distance utilisant les procédés de certification et de signatures électroniques”.

Dans le souci de lutter contre la bureaucratie, “le gouvernement initiera une loi relative aux relations de l’administration avec les usagers, comprenant l’ensemble des engagements et règles devant régir les rapports entre l’administration et l’administré, ainsi que la loi relative au droit d’accès à l’information”. Dans son fonctionnement interne, l’administration sera régie par de nouvelles normes.

“Le gouvernement s’attèlera également à l’élaboration et à la définition de normes et critères en faveur de l’amélioration des modes d’organisation et de fonctionnement de l’administration publique et de ses démembrements, à travers la révision du cadre juridique les régissant, dans un objectif de cohérence des missions, d’efficacité des actions et de rationalisation de l’utilisation des moyens.”

Un statut particulier pour Alger

Confronté à l’épuisement du Fonds de régulation des recettes et à la chute des revenus pétroliers, l’État part à la recherche d’autres sources pour renflouer ses caisses. C’est dans cette perspective qu’Abdelmadjid Tebboune compte se rabattre sur la fiscalité locale.

Mais il doit d’abord commencer par “la mise en place d’un code de la fiscalité locale” et procéder parallèlement “à la modernisation de la gestion budgétaire et financière des collectivités territoriales afin d’intégrer des budgets-programmes à vocation pluriannuelle, permettant d’orienter les finances locales vers la performance et le résultat mesurable, à travers une utilisation plus rationnelle des ressources financières et une meilleure satisfaction de la demande locale”.

Le plan de Tebboune prévoit également “la mise en place d’un nouveau système de gestion urbaine garantissant une unité de gestion de l’espace et de son développement, tout en faisant bénéficier les citoyens d’une administration de proximité”. Si pour la capitale Alger, le gouvernement compte la doter d’un “statut particulier qui répondra efficacement aux préoccupations et questions liées à sa gestion”, il prévoit aussi “le renforcement des wilayas déléguées du Sud en vue de les ériger en wilayas à brève échéance”.

Institution de la retraite complémentaire

Le gouvernement dirigé par M. Tebboune annonce dans son plan d’action “la création de la branche retraite complémentaire au sein de la CNR (Caisse nationale des retraites) et de la Casnos (Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés) aux fins de rehausser l’attractivité du système et réduire les non-déclarations des assujettis à l’évasion fiscale”.

Plus de garanties aux transactions financières

Contraint de revoir sa copie en matière de développement économique, avec l’effondrement des prix des hydrocarbures depuis 2014, le gouvernement compte réviser “le code civil, notamment dans son volet relatif aux sûretés réelles afin d’offrir des garanties plus efficaces aux transactions financières, le code de commerce notamment en ses dispositions relatives aux contrats, la répression de l’infraction à la législation et à la réglementation des changes et

des mouvements des capitaux de et vers l'étranger, du code de procédure civile et administrative", aux fins d'améliorer le climat des affaires et de diversifier une économie trop dépendante de la rente pétrolière.

Le gouvernement songe, par ailleurs, à faire du secteur agricole un important segment du développement économique, en se fixant comme un des objectifs "l'extension des superficies irriguées d'un millions d'hectares qui seront issus de la valorisation et la consolidation du potentiel existant sur une superficie de 261 500 hectares, de la création de nouveaux périmètres de concessions agricoles avec la mise en valeur effective de 370 000 hectares et de la création de nouveaux grands périmètres d'irrigation totalisant une superficie de 331 000 hectares".

Un total de 576 000 hectares de la jachère devrait être résorbé et consacré aux légumineuses fourragères, note le plan d'action du gouvernement.

Achèvement du programme de logement

En tant qu'ancien ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, l'actuel Premier ministre a affiché sa volonté d'aller jusqu'au bout dans le programme du logement, notamment dans "la formule location-vente et le logement public promotionnel (qui) seront orientés pour l'achèvement à la fin de l'année 2019 des 1 600 000 logements publics en cours de réalisation".

Révision de la réglementation de l'aviation civile

Outre la modernisation et l'extension des aéroports internationaux, principalement l'aéroport Houari-Boumediène à Alger, le gouvernement compte "réviser le cadre réglementaire régissant l'aviation civile dans le but de sa mise à niveau aux standards internationaux".

Réforme du bac, de la 5e et généralisation de l'enseignement de tamazight

M. Tebboune s'est fixé comme priorité, en matière de réforme du système éducatif, au cœur de luttés d'influences idéologiques, de refonder "le système d'évaluation pédagogique continue et celui des examens officiels nationaux, notamment le bac et l'examen de fin du cycle primaire". Il sera aussi procédé à "la généralisation du préscolaire et de l'enseignement de tamazight", à la promotion de "l'éducation inclusive pour les besoins spécifiques, l'initiation à l'éducation à la citoyenneté ouverte et participative".

Lyès Menacer

Liberté 17 06 2017 Le pari difficile d'une option sous contrainte



Le président de la République, qui a présidé mercredi à une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'adoption du plan d'action du gouvernement, a tracé la feuille de route du gouvernement Tebboune. Ainsi, concernant la crise financière que traverse le pays, le chef de l'État exige du Premier ministre d'éviter l'endettement extérieur, et cela, dans le souci de préserver la souveraineté économique nationale. Pour faire face à cette crise, le président Bouteflika a invité le gouvernement à "promouvoir des financements internes non conventionnels qui pourraient être mobilisés pendant quelques années de transition financière", et ce, dit-il, "pour ne pas trop impacter les programmes publics d'investissements". Les "financements internes non conventionnels" ne sont, en fait, que le nouveau nom attribué au recours à l'endettement interne.

Cette exigence du chef de l'État, qu'il a délivrée lors du Conseil des ministres, met fin au débat qui a occupé les observateurs et experts pendant de longs mois. En effet, plusieurs spécialistes financiers ont plaidé pour le recours de l'Algérie à l'endettement extérieur pour faire face au manque de ressources financières, né de la baisse des prix du pétrole.

Dans cette nouvelle feuille de route établie par le chef de l'État, il est question de consolider la sphère financière et économique. Pour ce faire, le plan d'action évoque un nouveau système de financement de l'investissement et, pour la énième fois, une réforme du système bancaire. Au titre de la modernisation et du développement du secteur bancaire et financier, le plan préconise de poursuivre et d'approfondir les réformes engagées à travers, notamment, "la diversification de l'offre de financement à travers le développement de produits financiers alternatifs par la mise en place de guichets dédiés à la finance participative au niveau des banques publiques". Selon le plan, le gouvernement veillera également à dynamiser le marché financier à travers "l'amélioration de l'offre de titres sur le marché financier par le développement de nouvelles émissions de titres et l'accélération des processus d'introduction en bourse de sociétés relevant du secteur financier". Pour renflouer les caisses de l'État, le gouvernement envisage de mettre le paquet sur la fiscalité.

C'est ainsi qu'il est prévu une réforme du système fiscal. Cette réforme permettra "d'assurer une couverture progressive, des dépenses de fonctionnement par les revenus de la fiscalité ordinaire qui devront progresser de 11% par an". Pour atteindre cet objectif, le plan prévoit notamment le renforcement des règles de recouvrement de l'impôt et l'amélioration du recouvrement fiscal, notamment de la TVA, ainsi que la révision d'un certain nombre d'exemptions fiscales. Il est même question, à travers cette réforme fiscale, de "l'élaboration

d'une loi spécifique relative à la fiscalité locale, à même d'assurer une valorisation des potentialités de chaque collectivité”.

Mieux encore, le gouvernement va plus loin en ce qui concerne les collectivités locales, puisqu'il est décidé à “permettre aux collectivités locales de s'ériger en potentiels investisseurs institutionnels (...) et rompre avec les réflexes d'une gestion administrative sans aucune portée économique”.

Certes, le Président vient de trancher en défaveur de l'endettement extérieur, préconisant même l'idée des financements internes non conventionnels. Mais la question qui reste posée est celle de savoir si, dans la situation actuelle, le gouvernement peut éviter l'endettement extérieur. Surtout quand il s'agit de certains secteurs stratégiques comme celui de l'énergie qui, pour rappel, a déjà sollicité la BAD pour financer le programme d'investissement de Sonelgaz.

Par ailleurs, les quelques pistes à développer comme palliatif à l'endettement extérieur dans ce plan d'action, à l'instar des émissions de titres sur le marché financier ou les introductions en Bourse de sociétés, sont des mesures économiques déjà testées et sans succès. Le feuillet de l'introduction en Bourse du CPA en est un exemple des plus significatifs.

Saïd Smati

Liberté 17 06 2017 : Bac 2017 : 10 000 candidats ont raté l'examen



Même si cette session n'a pas été marquée par des fuites de sujets, il n'en demeure pas moins que les mesures de sécurité prises se sont avérées insuffisantes.

Les épreuves du baccalauréat qui ont pris fin, jeudi, ont été marquées, au-delà des tentatives de déstabilisation des candidats, par la publication des sujets moins d'une demi-heure après le début des épreuves par un fort taux de défection pour cause d'absences ou de retards. Ainsi, il a été enregistré un chiffre de 10 000 candidats qui ont raté l'examen.

Selon le ministère de l'Éducation, ce nombre représente 2% de l'ensemble des candidats scolarisés, avec un taux de 11,39% lors du premier jour, dont 1,56% des candidats scolarisés. Il a été, également, recensé 441 tentatives de fraude lors des quatre derniers jours.

Ces tentatives sont relatives, notamment, à l'utilisation du téléphone portable pour les besoins de triche. Dans sa communication, la ministre Nouria Benghabrit a affirmé que "l'examen du baccalauréat session 2017 s'est déroulé dans de bonnes conditions marquées par une bonne organisation et la sécurisation des centres d'examen, à travers la prise de mesures rigoureuses, en vue d'insister sur la volonté de l'État de garantir l'égalité des chances pour tous".

La ministre n'a pas évoqué dans sa réaction le recours des pouvoirs publics au brouillage de l'internet, notamment des réseaux sociaux, pour assurer un bon déroulement de l'examen. Un procédé qu'elle avait écarté, rappelons-le, l'an dernier, lors de la session émaillée par une fuite industrielle des sujets. Cela dit, ce sont les mesures prises par la tutelle pour sécuriser l'examen le plus prestigieux du cursus scolaire algérien qui n'ont pas abouti à faire barrage aux fraudeurs.

La ministre a évoqué, plutôt, l'élaboration d'un plan adopté par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, afin de sécuriser les centres de déroulement, la réhabilitation du siège régional de l'Office national des examens et des concours (Onec) à Alger, la réduction du nombre des centres de conservation des sujets du baccalauréat, l'installation de brouilleurs et de caméras de surveillance au niveau des centres d'impression et de conservation des sujets du baccalauréat et l'interdiction d'entrée des véhicules dans les centres de déroulement et le refus d'entrée des retardataires et le retrait des téléphones portables et de tout moyen de

communication à l'entrée du centre. Quant à la publication des sujets du baccalauréat sur les réseaux sociaux après environ un quart d'heure du début des épreuves, Mme Benghebrit a indiqué que “cela n'avait pas eu d'impact sur le bon déroulement des épreuves”, notamment “après l'interdiction d'entrée des candidats après 9h du matin”, affirmant que “tout individu impliqué dans la publication des sujets sur les réseaux sociaux ferait l'objet de poursuites judiciaires et de sévères sanctions”. À rappeler que le nombre de candidats au baccalauréat s'élève à 761 701 candidats dont 491 298 scolarisés et 270 403 libres.

M. Mouloudj

Liberté 18 06 2017 : “Le gouvernement fait fausse route”

Le secrétaire national à l'économie et à l'environnement, et néanmoins député du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Ouamar Saoudi, a estimé hier que le gouvernement fait fausse route en insistant dans le préambule de son plan d'action sur des problématiques qui ne représentent pas les véritables enjeux de l'heure pour le pays.

“Dans le préambule, on a beaucoup insisté sur l'identité nationale, les constantes et la préservation de l'unité nationale. En réalité, si on veut sauvegarder l'unité de la nation, ce qu'il faut,

C'est surtout garantir une justice sociale, veiller à assurer un équilibre régional et une distribution équitable et transparente des richesses”, estime M. Saoudi qui appelle, à l'occasion, le régime en place à cesser d'instrumentaliser la religion à des fins politiques et de maintien au pouvoir. L'économiste relève au passage que c'est ce déséquilibre criard en développement entre les régions du pays qui peut constituer un danger pour l'unité de la nation et qu'il s'agit, selon lui, de “vite rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard”. “L'autoroute Est-Ouest est un exemple type de ce qu'est le déséquilibre régional et comment une région est favorisée par rapport à une autre.

Pourquoi le tronçon Ouest a été livré à la circulation il y a bien longtemps alors que celui de l'Est est encore en chantier ?” s'est-il, en effet, interrogé, tout en dénonçant l'attitude des autorités qui recourent systématiquement à la répression des manifestations et autres actions de protestation des citoyens. “Comment peut-on parler d'unité de la nation quand on réprime, par exemple, les actions de protestation des chômeurs des régions du sud du pays qui réclament des emplois ? Pourtant, c'est la région du sud du pays qui nous assure les recettes nécessaires à notre survie en l'absence d'une économie alternative aux hydrocarbures. C'est en réprimant que nous remercions les habitants du sud du pays ? Assurément, non”, affirme-t-il. Il en est de même pour la question de la réconciliation nationale qui, assure-t-il, ne peut être réellement réalisée s'il n'y a pas de justice et de réhabilitation des victimes.

H. S.

Liberté 18 06 2017 : Vers une austérité plus sévère ?



Le traitement de la crise financière ne prédomine pas dans le document de près de 60 pages, alors que ses remèdes devraient constituer la substance du texte.

Le plan d'action du gouvernement s'assimile à la montagne qui accouche d'une souris. En effet, à la lecture des 58 pages du document, on constate que le gouvernement Tebboune est tombé dans les travers des précédents gouvernements.

Généralités, absence d'objectifs chiffrés, pas de précisions sur les moyens financiers adossés à la mise en œuvre des principales mesures contenues dans le texte, omission de remèdes adéquats à la résorption de la crise financière. "C'est une compilation de mesures présentées par chaque ministère sans qu'une réflexion soit engagée à la Présidence ou au Premier ministère pour mettre en cohérence globale ces actions dans le sens d'une réponse efficace à la crise financière qui secoue le pays", commente un économiste.

Le traitement de la crise financière qui permet d'atténuer la cure d'austérité annoncée se résume dans le document à quelques pages, alors qu'elle devrait occuper la place centrale ou prédominer dans le plan d'action. "Le gouvernement est en déphasage par rapport aux réalités", commente un autre économiste.

Retenons le passage sur le ciblage des citoyens à revenus modestes. Le document en parle, mais ne fixe aucun échéancier en matière de mise en place de ce mécanisme. "On en parle depuis deux ans, mais le chantier n'a pas véritablement démarré", confie une source proche du ministère des Finances. Le document se contente d'annoncer une concertation prochaine impliquant la société civile, les partis politiques et le Parlement sur le sujet et le réajustement tarifaire préservant les revenus des consommateurs à faibles revenus. Sans précisions sur les produits ou services qui connaîtront une hausse de leurs tarifs.

Ce mécanisme de ciblage, rappelons-le, une fois institué, permettra de supprimer progressivement les subventions sur le lait, le pain et les carburants, assimilable à la libération de leurs prix. Ce qui veut dire que les prix de ces produits seront plus chers. En compensation : les ménages à bas revenus bénéficieront d'allocations monétaires, c'est-à-dire directement de l'argent de l'État pour faire face à ces dépenses supplémentaires.

Allusion au recours à la finance islamique

Si ce mécanisme est ficelé dans quelques mois, voire la fin de l'année, on peut s'attendre à ce que les prix de ces produits subventionnés soient plus chers à la faveur de la loi de finances 2018 qui annoncerait une cure d'austérité plus sévère.

Le plan ne prévoit pas de nouveaux impôts pour renflouer les caisses de l'État, à l'exception de la fiscalisation des opérations du commerce électronique, la révision des bases d'imposition de l'import sur le patrimoine. Pas de forte taxation des produits de luxe comme l'a arrêté un pays comme l'Arabie saoudite, ni nouvel impôt immobilier, notamment sur le foncier immobilier ou industriel non utilisé.

Pour renflouer les caisses de l'État, le document fait, néanmoins, allusion au recours à la finance islamique.

“La diversification de l'offre de financement à travers le développement de produits financiers alternatifs par la mise en place de guichets dédiés à la finance participative au niveau des banques publiques ; la mise en place d'un cadre légal aux émissions de titres souverains de financement de type participatif.”

Cela veut dire, explique un économiste, le recours aux produits bancaires islamiques, comme la “mourabaha”, et à l'emprunt obligataire islamique, le “sukuk”.

Ce chantier n'est pas nouveau. Le précédent ministre des Finances, Baba Ammi, avait engagé plusieurs mois auparavant les travaux d'élaboration d'un dispositif réglementaire encadrant la finance islamique. Cette épargne de citoyens, qui refusent pour des motifs religieux de placer leur argent dans les banques ou dans tout emprunt public, est considérée comme importante. Le gouvernement semble vouloir la mobiliser, mais ne fixe aucune échéance pour la mise en œuvre de ces mesures. Mais là, l'efficacité de cette mesure bute sur un problème de confiance. Ces épargnants feront-ils confiance au système bancaire public et au système financier actuel ?

Enfin, le gouvernement Tebboune ne renonce pas à la politique du logement, de la santé, de l'enseignement, des ressources en eau, en contexte de manque de ressources financières. En l'occurrence, “pour assurer la prise en charge de l'ensemble de la demande (de logements) enregistrée, les efforts engagés... seront orientés pour l'achèvement à la fin de l'année 2019 de 1 600 000 logements publics en cours de réalisation”. Aucune mention aux objectifs chiffrés annuels ni aux moyens financiers adossés.

“Le gouvernement entend atteindre l'objectif fixé par le programme présidentiel de développement 2014-2019, afin de juguler la crise du logement à l'horizon 2018-2019”, ajoute le texte. Un pari intenable si les prix du baril de pétrole sont sous les 50 dollars et si des solutions plus adéquates ne sont pas prises pour renflouer les caisses de l'État.

K. Remouche

Liberté 18 06 2017 : Lotfi Nezzar : “Je ne cède pas au chantage médiatique”



Lotfi Nezzar, le directeur général de SLC et néanmoins fils du général à la retraite Khaled Nezzar, a dénoncé, hier, lors d'une conférence de presse à Alger, la campagne mensongère menée par Mouloud Meghezzi, ex-actionnaire de la même société, et relayée par certains médias et les réseaux sociaux, notamment au Maroc.

D'emblée, le conférencier a affirmé que “cette affaire qui revêtait, au départ, un caractère purement commercial a vite pris une tournure politique allant jusqu'au mensonge, le faux et usage de faux et la calomnie”. Qualifiant les attaques de M. Meghezzi de chantage médiatique, M. Nezzar a estimé que “cette campagne de désinformation vise le groupe SLC et mon père qui a joué un rôle durant les années 1990.

La preuve M. Meghezzi a paniqué et s'est vite entouré des ennemis du pays, dont Hicham Aboud. Il a alors déposé une plainte dans un tribunal aux États-Unis d'Amérique. Nous avons préféré jouer la transparence, et sur notre demande, l'affaire sera jugée le 20 juin prochain aux USA, par un tribunal fédéral et compétent en la matière”.

Pour M. Nezzar, cet ex-associé, par ailleurs, un cousin de la famille Nezzar et beau-frère du colonel Fawzi, ex-chargé de la Com au DRS-dissous, “a même enrôlé son épouse, Mme Meriem Djouini Meghezzi, pour commettre un faux. Sincèrement, je pense que sa femme n'est au courant de rien, puisqu'il l'a épousée en 2009. Il l'a manipulée au point où elle a prêté serment devant le tribunal en qualité de directrice générale de Chass, l'entreprise demanderesse, alors qu'elle est infirmière !

C'est un menteur qui prétend être un cadre de la Nasa et qui a tenté une extorsion de fonds à SLC. Il m'a même envoyé son avocate pour me suggérer le paiement, à défaut ils porteraient l'affaire devant les médias. Je n'ai jamais cédé au chantage et j'irai jusqu'au bout”. Ainsi, le conférencier a accusé M. Meghezzi d'avoir falsifié plusieurs pièces qu'il a remises à la justice américaine pour faire valoir ses droits.

“Pire, il ira jusqu'à commettre un faux sur ma signature et ma griffe. Sauf que, cet individu a écrit Lofti au lieu de Lotfi pour faire passer un supposé de défaut de paiement. Nous

disposons des documents qui attestent du comportement illégal de M. Meghezzi (...) On aurait pu éviter ce déballage complètement incongru, mais ce mercenaire est allé trop loin dans son invective. Aussi, je voulais démontrer que l'agitation du "couple" Meghezzi-Aboud dépasse le simple traitement médiatique d'un conflit interne à une entreprise". Mais quid de l'agitation de M. Meghezzi ? Le conférencier a indiqué que les actionnaires de SLC, tous de la famille Nezzar, ont consenti à Mouloud Meghezzi 5% des actions, et à intégrer la société comme directeur technique, ensuite comme consultant jusqu'en 2010.

SLC a procédé à plusieurs hausses de capital et M. Meghezzi a souscrit à toutes ces augmentations. Sauf en 2015, malgré la perception préalable de ses dividendes. "M. Meghezzi, voulant se venger, a cru devoir saisir la juridiction d'un comté de New York réclamant une créance imaginaire sous la casquette de citoyen américain. Là, il a produit une série de faux documents que je mets à la disposition des médias", a déclaré M. Nezzar.

Selon lui, on pouvait relever de flagrantes anomalies sur le prétendu contrat entre SLC et la société, en veille, dénommée Chass. Il ressort que M. Nezzar a signé en 2003, en qualité de directeur général de l'entreprise, au vu de la griffe qui y est apposée. Or, M. Nezzar n'a assuré cette fonction qu'à partir de 2006, soit 3 années plus tard, ajouté à ce faux contrat qui comporte l'autorisation relative à la fourniture de transfert de voix sur internet datant du 6 avril 2005, publiée deux années après la signature du contrat. "SLC aurait pu obtenir l'incompétence territoriale du tribunal américain.

Elle a délibérément refusé de décliner sa compétence et a, au contraire, sollicité et obtenu le transfert du dossier vers un tribunal fédéral. C'est là que M. Meghezzi a décidé de saisir certains médias connus pour leur hostilité malade envers ma famille pour se présenter comme une victime (...) Devant la gravité des faits, SLC est résolue à engager des poursuites aux États-Unis contre lui, sa société et une de ses épouses, en l'occurrence Mme Meriem Djouini, qui a participé à la commission de l'infraction en se déclarant gérante de la société demanderesse."

FARID BELGACEM

El Watan 18 06 2017 : Tebboune mardi devant les députés : L'opposition affûte ses armes



Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, présentera, dans la soirée de mardi, le plan d'action du gouvernement devant les députés.

Un document qui se trouve depuis jeudi dernier sur le bureau des parlementaires. L'APN, qui n'est pas encore dotée d'un bureau, instance habilitée à recevoir les projets du gouvernement, tiendra, dans la matinée, une plénière pour l'adoption de la liste des vice-présidents composant le bureau de l'APN et l'installation des 12 commissions permanentes. Avec la mise sur pied de toutes ses structures, le bureau de l'Assemblée se réunira le jour même pour débattre des activités de cette session.

Toutefois, avant cette date, le président de la Chambre basse du Parlement, Saïd Bouhadja, a convoqué, pour aujourd'hui, une ultime réunion de coordination avec les chefs de groupes parlementaires pour éventuellement discuter de la plénière consacrée au débat sur la feuille de route de l'Exécutif.

S'agissant justement du plan d'action du gouvernement adopté mercredi en Conseil des ministres, les partis siégeant à l'hémicycle se sont abstenus de commenter ou de livrer leur première lecture. Tous ont préféré décortiquer et étudier le «maigre» document avant de se prononcer sur la politique tracée par le nouveau chef de l'Exécutif.

Le Mouvement pour la société et la paix (MSP), dirigé par Abderrezak Makri, est en conclave depuis hier. L'opposition n'envisage pas de lâcher prise. Les islamistes envisagent de demander des comptes, au gouvernement, sur le bilan de l'Exécutif sortant et des détails sur la stratégie du gouvernement, notamment en ce qui concerne la question des subventions et des impôts, de ce fait, les députés sont nombreux à s'inscrire sur la liste des participants au débat.

Le Parti des travailleurs (PT) et le Front des forces socialistes (FFS), qui ont décidé de boycotter les structures de l'Assemblée, se penchent sur l'étude du document.

Le groupe parlementaire du FFS se réunira aujourd'hui pour débattre du plan d'action et peaufiner sa stratégie d'attaque. Le PT, qui a combattu la politique d'austérité du gouvernement Sellal, va certainement s'élever contre toute atteinte au pouvoir d'achat et contre toute baisse des budgets sectoriels. D'ores et déjà, le parti s'interroge sur le sort réservé aux subventions. «Est-ce la fin des subventions ? Est-ce le retour aux bons d'achat de l'ère coloniale et la division des Algériens en catégories riche et pauvre ?» se demandent les députés du PT qui vont sûrement mettre sur le tapis toutes ces questions en défendant leur proposition liée à l'institution de l'impôt sur la fortune.

Les élus du FLN applaudissent les décisions prises par le président Bouteflika concernant la promotion de l'économie et le ciblage des subventions. Pour eux, il est injuste qu'un député ou un haut cadre de l'Etat achète le lait ou le pain au même prix qu'un simple fonctionnaire.

Le FLN tentera, selon ses députés, de faire des propositions allant dans ce sens. Avis d'ailleurs partagé par son allié au pouvoir, le RND.

Nabila Amir

El Watan 18 06 2017 : Les raisons de l'austérité...



Le programme économique du nouveau gouvernement, dont le contenu a été dévoilé avant-hier, marque un tournant décisif vers la mise en place d'une politique budgétaire pluriannuelle, clairement ancrée sur la rigueur financière et l'austérité.

Si l'Etat s'engage politiquement à préserver encore l'essentiel de son action sociale, qui pèse pour quelque 24% de son budget, il n'entreprend pas moins de grignoter progressivement les revenus des ménages pour renflouer un tant soit peu ses caisses.

Remise en cause du système des subventions généralisées, taxations graduelles de certaines consommations, dont surtout l'énergie et le rehaussement d'impôts prélevés à la source constituent en effet autant de mesures désormais injectées à petites doses à travers les lois des finances et qui à la longue finiront par réduire considérablement l'envergure des transferts sociaux et des différents dispositifs publics de soutiens aux prix.

Plus qu'une véritable stratégie d'ajustement et de rationalisation budgétaire réfléchie, le plan d'action du gouvernement s'apparente surtout à une réaction pour ainsi dire «épidermique» face à un contexte de crise qui s'avère à la fois durable et aiguë et où l'Etat n'a guère d'alternative crédible pour compenser le tarissement rapide de ses ressources budgétaires, issues pour l'essentiel de la rente pétrolière.

Conséquence à la fois de la très mauvaise gestion des excédents accumulés durant les années 2000 où le baril de Brent valait plus de 100 dollars, mais aussi des pratiques néfastes de surévaluation de projets publics, de gabegie et même de corruption, la crise financière actuelle et l'austérité qui commence à l'accompagner se posent désormais comme une fatalité à laquelle le gouvernement est appelé à faire face dans l'urgence, avec une marge de manœuvre qui se rétrécit à vue d'œil.

C'est ainsi qu'au plan des équilibres extérieurs, le matelas des réserves de change, qui cumulait à près de 200 milliards de dollars avant la crise pétrolière, a chuté de près de la

moitié en l'espace d'à peine trois années de chute des prix du Brent, remettant ainsi en cause la solvabilité du pays, la marge de couverture de ses importations et même le pouvoir d'achat de sa monnaie, indexée sur ses fragiles fondamentaux.

Plus révélateur encore de l'étroitesse de la marge dont dispose encore le gouvernement et de sa promptitude à emprunter rapidement la voie de l'austérité, la fin de la fameuse gymnastique budgétaire à laquelle il s'adonnait inconsidérément par le passé en s'autorisant des déficits colossaux qu'il finançait par la suite via le Fonds de régulation des recettes (FRR).

Alimentée par les excédents généreux de la fiscalité pétrolière, cette fameuse cagnotte, souvent qualifiée de caisse noire du temps où le pays se vantait encore d'être riche, n'est aujourd'hui plus qu'une simple coquille vide, mise en veille en attendant un hypothétique revirement de conjoncture.

Évalués à plus de 1000 milliards de dinars à fin 2016, les avoirs du FRR auquel il n'y avait déjà plus de plus-values à injecter devaient être amputés une dernière fois de plus de 940 milliards de dinars pour financer le déficit de l'exercice en cours, tel que prévu dans la loi des finances en vigueur.

Complètement asséché ou presque, ce fonds n'offre donc plus aucune possibilité de financement des déficits, et ce, dès le prochain exercice... Sevré de la recette, autrefois généreuse, de la fiscalité pétrolière et privé de la latitude de recourir librement au FRR pour couvrir ses déficits, l'Exécutif réoriente désormais sa politique vers un accroissement progressif de la pression fiscale et une rationalisation graduelle de la dépense publique. Le virage vers l'austérité ne fait pourtant qu'être amorcé...

Akli Rezouali

El Watan 18 06 2017 : Médéa : Le couffin du Ramadhan, encore lui, au centre de la controverse

La distribution du couffin de Ramadhan aux familles nécessiteuses accuse un grand retard à travers les différentes APC de la wilaya de Médéa, alors que le mois sacré tire déjà à sa fin.

A cet effet, un nombre important de familles nécessiteuses montent au créneau en dénonçant encore une fois la gestion du couffin de l'humiliation jusqu'à maudire son initiateur. Elles endossent la responsabilité en pointant du doigt accusateur des chefs de comité de quartier chargés de confectionner les listes des nécessiteux et des agents municipaux.

Car ils n'ont pas été du tout, confirme-t-on, sincères à la hauteur de la confiance placée en eux, ils ont tenté encore une fois de «tricher en plaçant des noms de personnes ne se trouvant pas dans le besoin», en favorisant des proches et des petits copains de quartier. Ils ont écarté, dit-on, des familles véritablement indigentes et même des handicapés.

Pourtant ces nouveaux caïds de quartiers autoproclamés vivent en contact direct et permanent avec ces nécessiteux, on ne peut donc insinuer qu'ils se sont trompés, surtout que le taux des rejets frôle les 30% des listes globales. Heureusement que les enquêtes préliminaires diligentées sur instruction du wali ont tout dévoilé et mis à nu la tricherie de ces faux pauvres qui vont jusqu'à falsifier des pièces officielles pour s'accaparer les droits d'autrui.

Ces rejets vous laissent ébahis, car ils révèlent sans scrupule des noms de personnes touchant des salaires variant entre 50 000 à 70 000 DA mensuellement, des retraités confortablement rémunérés, des commerçants, des transporteurs, des artisans, etc. D'ailleurs, il est à remarquer que les gens aujourd'hui n'éprouvent aucun complexe et ne rougissent pas à réclamer de l'aide même s'ils n'ouvrent pas droit. Les APC, devant cette brouille, peinent énormément à établir aujourd'hui un fichier fiable des pauvres de leur localité. On se demande à qui doit-on se fier pour avoir le bon filon pour sortir la pure vérité afin de séparer le bon grain de l'ivraie ?

Des scènes humiliantes devant l'APC

Pour en savoir plus sur cette situation confuse qui fait tâche d'huile sur la place publique, on s'est rendu jeudi dernier au niveau du siège de l'APC du chef -lieu de wilaya, où on a effectivement pu constater des scènes désolantes. Une ruche de «réclamants» débordante devant le bureau du chargé de l'action sociale de la municipalité, poussant des cris de colère. Ces contestataires, à bout de nerfs, qui se bouscuaient dans un couloir étroit, voulant avoir une explication sur les raisons qui ont motivé leur exclusion cette année de l'attribution du secours alimentaire.

Ils brandissaient des documents justifiant leur indigence au nez du responsable communal, qui essayait quant à lui d'apaiser les esprits et de convaincre chacun d'eux en promettant de revoir la liste, mais en vain !

La tension de nervosité des plaignants était plus dominante.

Au niveau d'un hangar situé au quartier périphérique de Oued Zitoun de la ville de Médéa, les heureux bénéficiaires du fameux couffin attendent à l'extérieur patiemment sous un soleil de plomb chacun son tour pour être servi. Une équipe dynamique de jeunes employés de la municipalité affectée à cette mission délicate sous une chaleur torride qui se dégage d'une toiture de fortune en amiante.

Ces derniers se dévouaient à fond pour qu'ils soient plus expéditifs afin d'éviter les longues attentes désagréables aux attributaires en leur remettant chacun un colis de denrées alimentaires renfermant 14 articles d'une valeur dépassant les 5 000 DA l'unité.

La chaîne des nécessiteux, dit-on, grossit chaque jour devant ce point de distribution. Jusqu'à présent, la commune de Médéa a recensé 9051 demandes d'aide et l'enquête préliminaire diligentée à cet égard n'a retenu qu'un nombre de 5066 bénéficiaires, dont 3555 ont déjà étaient servis. L'opération de distribution a démarré le 12 juin seulement, précise-t-on.

Heureusement qu'il y a la solidarité citoyenne

Dans ce même ordre d'idée, ce qui réchauffe néanmoins le cœur c'est cet élan de solidarité qui s'est manifesté au sein de la population dès le premier jour du Ramadhan par le biais de nombreuses associations et de bienfaiteurs qui ont fait don d'importantes quantités de produits alimentaires au profit des familles démunies pour combler ce grand vide.

Plusieurs restaurants «Rahma» relevant du Croissant-Rouge et d'associations caritatives ont été également ouverts ciblant particulièrement les usagers des grands axes routiers pour leur permettre de rompre le jeûne avec un repas bien chaud avant de continuer la route. Même la direction de la sûreté de wilaya s'est mêlée à cet élan de solidarité en organisant des opérations similaires de distribution de repas chauds aux automobilistes de passage. Ainsi, la solidarité n'est pas un vain mot dans la région de Médéa, c'est une culture bien ancrée depuis des siècles, la preuve est qu'à l'heure du f'tour, il n'y a pas une seule personne qui reste dehors sans être invitée pour partager le même repas.

A.Teta

3 آلاف مليار "مجمدة" واشتراكات 38 ألف عامل بسونلغاز في خبر كان: الشروق 19 06 2017

- وثائق سرية تكشف استحداث حسابات جديدة لتحويل مستحقات العمال
- مطالبة وزارة المالية بالتحقيق في الأرصدة المجمدة والحسابات الجديدة

تكشف وثائق رسمية، مراسلات موجهة إلى وزارة المالية وأحكام قضائية نهائية، عن التجاوزات التي تحدث على مستوى تسيير الحسابات البنكية للتعاضدية العامة لعمال الصناعات الكهربائية والغازية "ميتاغ"، منذ حادثة اقتحام مقرها بحيدرة فيفري 2016، ما تسبب في حرمان أزيد من 83 ألف عامل بـ "سونلغاز" من مستحقاتهم نظير اشتراكاتهم الشهرية

رغم صدور عدة أحكام قضائية تفصل في قضية الصراع القائم بين طرفي تعاضدية "ميتاغ"، إلا أن القبضة الحديدية بين الطرفين لا تزال متواصلة، لاسيما أن أرصدة الحسابات البنكية المفتوحة من قبل تعاضدية جناح "ل. العيد" لا تزال مجمدة منذ سنة كاملة، في وقت تشير مراسلات تحوزها "الشروق"، إلى لجوء الجناح الثاني إلى فتح حسابات بنكية جديدة، ومحاولة تحويل اشتراكات العمال وأموال بقيمة ثلاثة آلاف مليار عن وجهتها الحقيقية.

"المدير العام لـ "ميتاغ": "أطراف تحاول السطو على 3 آلاف مليار

أكد المدير العام لتعاضدية عمال الصناعات الكهربائية والغازية "ميتاغ"، باي بومرزاق محمد كمال (جناح ل. العيد، رئيس مجلس إدارة)، أن جميع الحسابات البنكية لا تزال مجمدة، منذ حادثة اقتحام بعض الأطراف التابعة إلى قياديين بالاتحاد العام للعمال الجزائريين مقر "ميتاغ" بجنان مالك بحيدرة، الذين حاولوا فيما بعد فتح حسابات بنكية لتحويل اشتراكات العمال، موضحا أنه بالرغم من تقديم جناحه لجميع الأحكام القضائية التي تثبت أحقيته في تسيير شؤون العمال، غير أن وزارة العمل لم تحرك ساكنا لإنهاء التجاوزات التي حدثت من قبل بعض الأطراف.

الطرف الثاني لا يرد.. و"ميتاغ" تطالب وزارة المالية بالتدخل

ومن أجل الحصول على تفاصيل أكثر من قبل تعاضدية جناح "ت.ع" الذي يشغل رئيس مجلس إدارة تعاضدية، رفض هذا الأخير الرد على اتصالاتنا.

وتشير مراسلة وجهتها "ميتاغ" جناح "ل. العيد"، إلى المدير العام للمحاسبة لدى وزارة المالية، بتاريخ 2 ماي 2017، إلى وجود ممارسات غير قانونية على مستوى ثلاثة بنوك عمومية، وتورط هذه الأخيرة بالتعامل مع الجناح الثاني للتعاضدية، رغم أن كل الأحكام والقرارات القضائية الصادرة تؤكد عدم شرعية هذا الأخير، آخرها الحكم القضائي الصادر بتاريخ 20 فيفري 2017 المؤيد للحكم الممهور بالصيغة التنفيذية الملغي للجمعيات العامة الانتخابية التي قام بها المعني وكل ما انجر عنها من قرارات، فيما تشير ذات المراسلة إلى أن "ميتاغ" جناح "ل. العيد" قامت بمراسلة البنوك عدة مرات لإبلاغها بالأحكام القضائية الصادرة من أجل إعادة الفتح الجزئي أو الكلي للحسابات إلا أنها لا تزال مجمدة.

كما يشير مضمون مراسلة تحمل تاريخ 2 فيفري 2017، موجهة إلى وزارة المالية، إلى وجود محاولات من بعض ، رغم cnep-cpa-badr-bdl-ccp الأطراف للاستحواذ على أرصدة الحسابات المفتوحة لدى بنوك عمومية، من بينها فصل العدالة في قرار إلغاء كل الجمعيات العامة الانتخابية للطرف الثاني، مع صدور أحكام قضائية تقضي بإخلاء مقر جنان مالك بحيدرة وعدم التعرض لموظفي تعاضدية جناح "ل. العيد"، حيث طالب أصحاب الإرسالية وزارة المالية بالتدخل لوضع حد للممارسات غير القانونية وحماية مصالح وأموال 83 ألف منخرط.

مراسلة "سرية" تكشف رقم حساب صبب اشتراكات العمال

ويحمل مضمون مراسلة موسومة بـ "سري"، موجهة من قبل تعاضدية جناح الطرف الثاني "ت.ع"، إلى إدارة أحد فروع مجمع "سونلغاز" في ماي 2016، تطالب فيها بصبب اشتراكات العمال الشهرية لجانفي، فيفري، مارس، أبريل، ماي والأشهر المقبلة، في الحساب الجديد المفتوح على مستوى بنك التنمية المحلية "بي دي أل". وتوضح مراسلة وجهتها إدارة أحد البنوك العمومية إلى المدير العام لـ "ميتاغ" جناح "ل. العيد"، أنه بتاريخ 07 فيفري 2017، تم صبب مبلغ بقيمة مليار ونصف مليار سنتيم، فيما تم طلب تسجيل مبلغ 46 مليار سنتيم، حيث أشارت إدارة البنك إلى استقبال عريضة من قبل محضر قضائي، تعترض على جميع العمليات والمعاملات التي قد تحدث على مستوى أرصدة الحسابات

حبس صاحب مقهى أنترنت والرقابة لفتيات شاركن بالغش في البكالوريا : الشروق 19 06 2017 بياتنة

أمر قاضي التحقيق لدى محكمة باتنة، مساء الأحد، إيداع صاحب مقهى أنترنت الحبس المؤقت، فيما وضع ثمانية أشخاص آخرين، بينهم ست فتيات نصفهن طالبات جامعات تحت الرقابة القضائية، لضلوعهم في شبكة كانت تقوم بالمساهمة في الغش انطلاقاً من مقهى الأنترنت الذي يديره الفاعل الرئيس بحي 1200 مسكن، حيث كان المتهمون يقومون بتقديم الأجوبة الصحيحة عن امتحانات شهادة البكالوريا الأخيرة لعدد من المترشحين بواسطة تقنية البلوتوث.

كانت مصالح الدرك الوطني للمجموعة الولائية عبر فصيلة الأبحاث أوقفت أفراد المجموعة تباعاً بناء على تحريات دقيقة وفتحت تحقيقات معهم وصادرت أجهزة كمبيوتر كانت مخصصة لتقديم الأجوبة للممتحنين. وكانت ذات المصالح طلبت تقارير الخبرة لتأكيد أو نفي تورط أولياء تلاميذ في قضية أخرى توبع فيها ثلاثة أشخاص. وفي قضية مماثلة كانت الجهات القضائية لدى محكمة باتنة أمرت الخميس الماضي إيداع شاب في الثلاثين من العمر الحبس المؤقت عن تهمة نشر وتسريب أسئلة امتحانات شهادة البكالوريا بتهمة نشر أسئلة امتحانات شهادة البكالوريا عبر الفيسبوك والمساهمة في تسهيل عمليات الغش وإثارة البلبللة في صفوف المجتمع وسلامة الدولة طبقاً لمواد واضحة في قانون العقوبات.

كما ينتظر استدعاء ثلاثة آخرين بينهم اثنان ببريكة للمثول أمام قاضي التحقيق في قضية مشابهة. كما أدانت محكمتا مروانة وعين التوتة ولاية باتنة شابين متهمين بنشر أسئلة شهادة البكالوريا عبر شبكة الفيسبوك بغرامات مالية. واستناداً لمصادر أمنية وقضائية فإن أحكام المادة 96 من قانون العقوبات تنظر لقضايا الغش في امتحان البكالوريا كقضية مساس بأمن الدولة وإحداث البلبللة في صفوف المجتمع ما يفسر هذه الأوامر المغلظة

نسب البطالة لدى الشباب تفوق 25 في المائة: الخبر 20 06 2017

كشفت تقديرات المكتب الدولي للشغل في تقريره ومعطياته الإحصائية، عن مستويات بطالة عالية لدى الشباب في الجزائر، حيث أشارت الهيئة الدولية، أن نسبة البطالة لدى الشباب الجزائري قَدّرت برسم سنة 2016 بنحو 25.2 في المائة، وهو بالتالي يظل أعلى نسب البطالة مقارنة بالمتوسط العام المعلن عنه من قبل السلطات العمومية والمقدّر بـ 10.2 إلى 11 في المائة.

في نفس السياق، لاحظ تقرير المكتب الدولي للشغل، أن معدلات البطالة لدى الشباب من النساء يعادل ضعف المتوسط للرجال، بـ 41.5 في المائة مقابل 22.1 في المائة للرجال.

بالمقابل، فإن نسبة النشطين في السوق الموازية يظل معتبرا، حسب تقديرات الهيئة، إذ أشار تقرير المكتب إلى أن نسبة الشباب الذين لا يدرجون ضمن العاملين ولا الطلبة ولا في حالة تكوين، يقدر بـ 21.2 في المائة، أي أن تعداد النشطين في السوق الموازية بالجزائر يفوق 2.2 مليون شخص إذا ما تم اعتماد إحصاء اليد العاملة النشطة المقدّرة بـ 10,6 مليون شخص، بينما يقدر عدد البطالين بـ 1.4 مليون شخص.

أما على مستوى وضعية العمل، فإن التقرير يؤكد على أن 13.8 في المائة من الأجراء في الجزائر يعملون أكثر من 48 ساعة في الأسبوع، أما معدل عدد الساعات التي يتم القيام بها فعليا على مدار الأسبوع، فإنها لا تتجاوز 42 ساعة وتظل معدلات المرودية ضعيفة مقارنة بالعديد من الدول.

على صعيد آخر، تكشف أرقام الهيئة الدولية، أن 36.4 في المائة من السكان الذين تجاوزوا سن التقاعد القانوني، لا يستفيدون من معاشات الشيخوخة.

وحسب توزيع النشاط الاقتصادي، فإن 61.4 في المائة من اليد العاملة النشطة، تتركز في قطاعات الخدمات، مقابل 30.3 في المائة في قطاع الصناعة و8.3 في المائة في القطاع الفلاحي، وتمثل فئة الشباب نسبة 24.7 في المائة من تعداد اليد العاملة النشطة 40.6 في المائة منها من الرجال.

بالمقابل تستفيد الرعاية الصحية من دعم الدولة، حيث أن حصة النفقات الصحية غير الممولة من قبل الأسر بالدفع المباشر تفوق 81.8 في المائة، أما النفقات العمومية الخاصة بالحماية الاجتماعية، فإنها تقدر بـ 8.5 في المائة من الناتج المحلي الخام، أي في حدود 14 مليار دولار.

وفي وقت لم يتم تسجيل أي تغيير في الأجر الوطني الأدنى المضمون منذ 2012 والمقدّرة بـ 18 ألف دينار، فإن الهيئة الدولية أشارت إلى أن متوسط الأجر في الجزائر قَدّرت بنحو 35 ألف دينار جزائري، في وقت يتم تسجيل فوارق من قبل الهيئات الدولية بين أعلى الدخل وأضعف الدخل في الجزائر واتساع هذه الفوارق خلال العشريتين الماضيتين باستمرار.

15 ألف نسمة بحي محمد بوضياف بالمسييلة يعيشون في ظروف كارثية: الشروق 20 06 2017



في الوقت الذي خصصت مصالح بلدية سيدي عيسى في المسييلة، مبالغ مالية لإنجاز وتشبيد مجسمات وتمثيل بعدة مفاصل بالمنطقة من أجل الزينة والتباهي بها، يغرق حي محمد بوضياف الذي يعتبر أحد أكبر أحياء المدينة المترامية الأطراف، والتي شهدت خلال السنوات الماضية توسعا عمرانيا لافتا، قابله فوضى وانعدام للتخطيط نحو المستقبل، لا يزال سكان الحي المذكور يأملون أن تجد شكاويهم وانشغالاتهم آذانا صاغية لانتشالهم من الوضع الذي وصفوه بالمزري.

ويفتقر الحي حسب محدثينا، إلى قاعة للعلاج، حيث يضطرون إلى التنقل نحو أحياء مجاورة من أجل القيام بأبسط الأمور كوضع الحقن أو تغيير الضمادات وتلقيح أطفالهم، خاصة بعد غلق قاعة العلاج المتواجدة بحي 20 أوت منذ مدة، مما خلق ضغطا وطوابير كبيرة ومشاكل لانهاية لها.

كما ناشد هؤلاء بضرورة تسجيل مشروع متوسطة جديدة، بعد أن أضحت متوسطة حيدر بلقاسم غير قادرة على استيعاب الكم الهائل من التلاميذ الذي يفوق تعدادهم الألف تلميذا، حيث يتمدرس قرابة النصف في إحدى الملحقات في ظروف وصفها محدثونا بالمزرية، ناهيك عن الوضعية الحالية للملعب والكثير من المرافق الأخرى.

ولا تتوقف معاناة سكان حي محمد بوضياف عند هذا الأمر، بل تمتد إلى انعدام وسائل النقل الجماعي والتهئية الحضرية ونقص في الإنارة العمومية، ضف إلى ذلك نقص النظافة، حيث وجه هؤلاء أصابع الاتهام إلى التجار الفوضويين الذين يقومون برمي مختلف بقايا الخضر والفواكه والأوساخ وحتى من طرف بعض السكان بالوادي المحاذي للحي، مما تسبب في انبعاث روائح كريهة وجلب الحيوانات الضالة وغيرها من السلبيات التي يعاني منها ما يفوق 15 ألف نسمة.

Liberté 20 06 2017 Les enseignants dénoncent des conditions “déplorables”



Les enseignants réquisitionnés pour la correction des copies des épreuves du BEM dans la wilaya de Tizi Ouzou ont dénoncé, hier, les conditions “déplorables et inacceptables” dans lesquelles ils effectuent leur travail depuis vendredi dernier.

“On s’est retrouvés entassés dans des salles de 20 m² sans aération ni fenêtres, sous une chaleur de 40°C en plein mois de jeûne. À cela s’ajoutent des tables et chaises dégradées et des sanitaires très sales, sans commodités et même sans portes, alors que tout le monde sait que les correcteurs résident dans leur grande majorité dans des régions éloignées”, lit-on dans une déclaration signée par près de 200 enseignants correcteurs, affectés au centre CEM Saïd-Dardar, et adressée au directeur de l’éducation de la wilaya de Tizi Ouzou.

Les signataires expliquent également qu’en raison de telles conditions, les correcteurs se sont retrouvés contraints d’accomplir leur travail de correction dans les couloirs et le rez-de-chaussée. Dans leur déclaration, les signataires ajoutent encore que les enseignants subissent une telle situation alors qu’ils sont déjà épuisés par la surveillance des épreuves du BEM et du bac. “Les enseignants sont déjà épuisés par la surveillance des épreuves du BEM et du bac qui n’ont pris fin que jeudi 15 juin à 19h, et rejoint les centres de correction le lendemain, vendredi 16 juin à 8h”, lit-on dans le document en question.

Tout en soulignant que leur calvaire risque de se poursuivre jusqu’au 22 juin, date de la fin des corrections, les enseignants estiment que la correction aurait pu être retardée jusqu’à la fin du mois de Ramadhan sinon choisir d’autres établissements offrant de meilleures conditions de travail et donc disposant de plus de moyens, et personne n’ignore, ajoutent-ils, que ce genre d’établissements sont nombreux dans la wilaya.

Les enseignants n’ont pas manqué de déplorer le fait que la wilaya de Tizi Ouzou soit classée chaque année, depuis longtemps, à la tête du podium aux examens de 5e, du BEM et du bac, alors que les enseignants sont humiliés et maltraités.

S. LESLOUS

Liberté 20 06 2017 : Pétrole : le baril reste sous pression

À la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord valait 47,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 11 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de “light sweet crude” (WTI) pour le contrat de juillet prenait 11 cents à 44,85 dollars.

Depuis mai, mois où l'Opep a décidé de prolonger de neuf mois, jusqu'à fin mars 2018, l'accord de réduction de la production de pétrole entré en vigueur le 1er janvier, les cours de l'or noir ont perdu plus de 12%. Pourtant, l'Opep et 11 autres pays, dont la Russie, ralliés à l'organisation avaient décidé de réduire leur production pour tenter de maintenir un baril à au moins 55 dollars. Jusqu'à présent, l'accord peine à rééquilibrer les niveaux de réserves.

Si les pays qui ont signé l'accord de limitation de production continuent de le respecter, la production continue de croître ailleurs, ont commenté les analystes de Commerzbank. Au sein même de l'Opep, la Libye et le Nigeria, exempts des limites du fait de problèmes géopolitiques qui pèsent sur leur industrie pétrolière, ont vu leur production monter en mai, un mouvement qui risque de se poursuivre, a-t-on souligné chez Commerzbank. L'offre mondiale reste excédentaire, essentiellement, en raison du boom de la production de schiste américain. En effet, dès vendredi soir, l'annonce d'une hausse des puits en activité aux États-Unis, avaient lestés les prix. Le décompte hebdomadaire de la société privée Baker Hughes, qui est considéré comme un indicateur avancé de la production de pétrole aux États-Unis, a une nouvelle fois montré vendredi que l'extraction de pétrole de schiste ne cesse d'augmenter dans le pays.

Selon Baker Hughes, la semaine dernière, le nombre de plateformes de forage aux États-Unis a progressé pour la 22e semaine consécutive. Sa plus longue série, soulignant ainsi une progression de la production. Après une augmentation de 6, ceci conduit à un total de 747, un plus haut depuis avril 2015. Cette semaine, les opérateurs de marchés attendront les chiffres hebdomadaires relatifs aux stocks américains de brut et de produits raffinés afin de jauger la force de la demande.

Entre temps, les traders continueront à guetter les commentaires des producteurs en quête d'indice relatif à la coopération de ceux-ci dans l'accord visant à réduire la production cette année.

Saïd Smati

Liberté 20 06 2017 : Les travailleurs en grève illimitée

Le chantier du futur siège de la wilaya de Bouira connaît un retard considérable, notamment à cause des multiples grèves des ouvriers de l'entreprise réalisatrice.

Hier, ces travailleurs ont une nouvelle fois débrayé, afin de réclamer leurs arriérés de salaires estimés à cinq mois. "L'entreprise vient de nous verser les salaires d'un seul mois. Ils nous demandent de patienter pour les quatre mois restants, mais on ne peut pas le faire, puisque nous sommes tous des pères de famille, nous avons nos engagements et l'Aïd est à nos portes." Ces travailleurs affirment également que leur mouvement s'inscrit dans la continuité, jusqu'au règlement de leur situation.

"Les responsables de l'entreprise doivent nous comprendre, car nous ne pouvons plus supporter cette situation. Nous n'allons pas reprendre le travail jusqu'au paiement de l'intégralité de nos salaires", assurent-ils. En attendant la fin de ce mouvement de protestation, le chantier du futur siège de la wilaya risque de prendre du retard avant sa livraison, prévue, initialement, pour la fin de l'année en cours.

Pour rappel, le 13 juin dernier, le wali de Bouira, lors d'une visite d'inspection à ce chantier, avait instruit les services de la Direction de l'administration locale (DAL), ainsi que l'entreprise réalisatrice d'"aplanir toutes les difficultés", notamment celle inhérentes au paiement des situations financières.

À ce propos, le DAL de Bouira avait indiqué que la situation financière de ladite entreprise était réglée à hauteur de 75%.

R. B.

Liberté 20 06 2017 : Les groupes parlementaires affinent leurs interventions



En prévision de la présentation du plan d'action du gouvernement aujourd'hui en soirée, des groupes parlementaires ont déjà tenu des réunions aux sièges de leurs formations politiques respectives pour déterminer leur position sur ce texte.

D'autres ne s'attèleront à cette tâche que quelques heures avant l'intervention du Premier ministre Abdelmadjid Tebboune.

C'est le cas du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND) qui prévoit une rencontre à midi pour débattre de la note d'orientation que lui a adressé, il y a quelques jours, le secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia. Dans cette note, M. Ouyahia a rappelé les positions du parti sur certains dossiers et thèmes dont ceux développés durant la campagne électorale du dernier scrutin législatif, apprend-on du député et porte-parole du RND, Seddik Chiheb. "Globalement, on va soutenir ce plan d'action parce qu'il s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, tout en laissant une marge de manœuvre à nos députés. Nous allons apporter notre contribution au débat par la présence et par un nombre important d'interventions." Farouchement opposé aux privatisations et au nouveau modèle économique hérité de l'ex-gouvernement d'Abdelmalek Sellal, qu'il qualifie d'ultralibéral, le Parti des travailleurs (PT) pense que ce plan d'action comporte des éléments positifs, mais aussi des contradictions, une absence de cohérence et des orientations dangereuses.

Les députés du PT vont concentrer leurs interventions sur, notamment, la restructuration du secteur bancaire qui répond, selon eux, aux injonctions des institutions financières internationales, tout en faisant fi des enseignements qui auraient pu être tirés des scandales ayant touché le secteur bancaire privé algérien. Le groupe parlementaire de ce parti déplore, en outre, l'absence dans la nouvelle feuille de route de l'Exécutif de toute citation de la préférence nationale, de la règle des 51/49 relative à l'investissement étranger, ainsi que du droit de préemption. "Pourquoi une campagne législative en 2017 pour finalement revenir au programme présidentiel de 2014 ? Allez ! Avancez vers l'arrière, dit le receveur du bus", ironise, sur sa page facebook, le député Ramdane Taâzibt.

Le député du RCD et membre de la commission finances de l'APN, Ouamar Saoudi, nous a déclaré hier que la feuille de route du gouvernement est dépourvue de mesures à la hauteur de la crise financière et économique du pays. Le texte en question est également, selon lui, très vague sur des sujets déterminants. "On parle de ciblage de transferts sociaux, sans dire ce que le gouvernement va faire exactement dans ce sens. Idem pour le chapitre rationalisation des dépenses budgétaires et de fonctionnement, on ne donne aucune précision. On ne nous dit pas non plus comment régler le déficit budgétaire, augmenter les recettes fiscales.

Le plan d'action du gouvernement manque cruellement de substance." Il ajoute : "Dans le préambule, on a beaucoup insisté sur l'identité nationale, les constantes et la préservation de l'unité nationale.

Il aurait été plus opportun de nous expliquer comment garantir une justice sociale et assurer une distribution équitable et transparente des richesses." Lakhdar Benkhellaf, chef du groupe parlementaire de l'Alliance Adala-Ennahda-Bina, pense, lui, que le plan d'action du gouvernement "n'est que de l'encre sur du papier, en l'absence de mécanismes de contrôle. Depuis l'élection du premier Parlement pluraliste en 1997 à ce jour, 18 gouvernements se sont succédé et seulement trois d'entre eux ont présenté leur politique générale et leur bilan.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas vu de ministres sanctionnés pour des faits de corruption et d'autres pour mauvaise gestion. Tous les gouvernements successifs prétendent appliquer le programme du Président dont nous ne connaissons pas, jusqu'à présent, le contenu".

Nissa H.

Liberté 20 06 2017 : Ahmadis : Amnesty appelle à cesser les poursuites

À la veille de la comparution en appel, demain devant la cour de Batna, de six membres de la communauté ahmadie, l'ONG Amnesty international (AI) a appelé les autorités algériennes "pour mettre un terme à la campagne de répression" contre ce mouvement religieux minoritaire apparu l'an passé en Algérie.

Déclarés coupables, en première instance, de gestion d'une association non enregistrée, de collecte de dons sans autorisation et de diffusion de documents étrangers "constituant un danger pour les intérêts de la nation", ces adeptes de l'Ahmadiyya ont été condamnés, le 27 mars dernier, à des peines d'emprisonnement allant de deux à quatre ans et à des amendes d'un montant de 300 000 DA. "Il s'agit des peines les plus lourdes prononcées à ce jour contre des Ahmadis pour la pratique pacifique de leur religion", rappelle AI dans un communiqué rendu public hier.

En tout, ils sont au moins 280 femmes et hommes ahmadis qui ont fait l'objet d'enquêtes ou de poursuites l'année dernière, après une vague d'arrestations qui a suivi le rejet par les autorités d'une demande d'enregistrement d'une association ahmadie et de l'inauguration d'une mosquée en juin 2016 à l'Arba (Blida), laquelle avait fait l'objet d'une descente de la part de la police.

"La répression qui s'est abattue sur les Ahmadis l'année dernière est alarmante. Cette vague d'arrestations et de poursuites visant des Ahmadis montre clairement que les autorités renforcent les restrictions à la liberté d'expression dans le pays", a déclaré Heba Morayef, directrice des recherches sur l'Afrique du Nord à AI. "Les autorités algériennes doivent faire le nécessaire pour que les poursuites visant des Ahmadis qui sont uniquement liées à la pratique pacifique de leur religion soient abandonnées, et libérer immédiatement les personnes détenues", soutient-elle. Objet d'une campagne hostile menée par plusieurs responsables et relayée par nombre de journaux arabophones, les Ahmadis, considérés comme "hérétiques" ont vu leurs activités surveillées comme le lait sur le feu et leurs membres pourchassés.

Il n'y a pas longtemps, des responsables de premier rang, à l'image d'Ouyahia lors de la récente campagne électorale, continuaient à mettre en garde contre cette communauté et à préserver le pays de ses agissements. Mais sous la pression, particulièrement des États-Unis, ils ont dû changer de ton. C'est ainsi que fin avril, soit à la veille de la présentation par l'ex-chef de la diplomatie, Ramtane Lamamra, du rapport sur les droits de l'Homme en Algérie, devant le mécanisme d'examen par les pairs à Genève, une conférence sur l'Ahmadiyya a été organisée au siège des AE. "L'État n'a pas l'intention de combattre la secte El-Ahmadiyya", avait assuré le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa. Mais pour nombre d'ONG, l'Algérie ne garantit toujours pas la liberté de religion en dépit des engagements des responsables politiques.

"Le droit de pratiquer sa religion collectivement est un aspect fondamental du droit à la liberté de religion. Il est aussi important que le droit à la liberté individuelle de conscience. Tant que tous les groupes religieux et tous les lieux de culte devront obtenir l'agrément des autorités, il n'y aura pas de liberté de religion en Algérie", a déclaré Heba Morayef.

Karim Kebir

El Watan 20 06 2017 : Des fonctionnaires du secteur parmi les personnes impliquées



700 000 candidats se sont inscrits pour les épreuves du concours de recrutement de 14 000 fonctionnaires.

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, estime que la fuite des sujets enregistrée lors des examens nationaux vise son projet de réforme du secteur. La ministre, invitée hier au forum d'El Moudjahid, est revenue sur la question de la diffusion des sujets sur les réseaux sociaux. Pour rappel, des sujets de la 5e ap, du Bem et du baccalauréat ont été diffusés quelques minutes après le début des épreuves.

Considérant que «l'acharnement» qui la visait au lendemain de son installation à la tête du département de l'Education «est en train de s'estomper grâce aux résultats probants», la ministre a déclaré qu'il y a «ce mal intérieur», qui vise à perturber les examens de très grande importance pour le secteur et pour toute la société en attente de résultats concrets de l'amélioration de la réforme. Le ciblage des examens est également orchestré, selon Mme Benghabrit, par des «parties étrangères».

La ministre se réfère à des «preuves palpables» détenues par les différents services de sécurité incriminant des facebookers étrangers. Sur les 69 facebookers identifiés comme étant derrière les fuites du baccalauréat, «il y a de tout, des étudiants, des facebookers étrangers et des fonctionnaires du secteur de l'éducation», a révélé en outre la ministre. Mme Benghabrit estime être visée à travers le ciblage du projet de réforme. Rappelant qu'elle-même était membre de la commission de la réforme dont les premiers programmes ont été mis en place en 2003, la ministre soulignera que ce projet a souffert de dysfonctionnements entre 2007 et 2012, avec l'instabilité ayant caractérisé le secteur.

«Aucun manager ne pourra mettre en place un processus de réforme dans un climat caractérisé par l'agitation et l'instabilité.» Mme Benghabrit estime que les décisions prises pour la gestion des dossiers avec transparence ne plaît pas à tout le monde.

Elle a cité l'instauration du concours de recrutement et le processus de confection des manuels entre autres aspects de changement. Interrogée sur le scandale de la fuite des sujets du bac 2016, la ministre ne donnera pas de nouveaux détails concernant l'évolution du dossier.

Les commanditaires de la fuite ne sont toujours pas connus. Pour elle, l'ex-directeur de l'Onec et les trois inspecteurs poursuivis et relâchés ensuite par la justice «sont responsables de faute professionnelle». «Aujourd'hui, nous avons du mal à convaincre les inspecteurs de faire partie de la commission de préparation des sujets.

Le dispositif de sécurisation étant dissuasif», ajoute Mme Benghabrit en rendant hommage au personnel du secteur mobilisé. L'occasion était aussi pour la ministre d'annoncer que 700 000 candidats se sont inscrits pour les épreuves du concours de recrutement de 14 000 fonctionnaires, dont 10 000 enseignants, qui se déroulera le 29 juin.

Fatima Arab

El Watan 20 06 2017 : Laghouat : Des victimes du terrorisme réclament leur indemnisation

Des victimes du terrorisme à la wilaya de Laghouat se sont plaintes ces derniers jours par rapport à la non-prise en charge de leur doléance relative à leur indemnisation.

«Les responsables concernés, notamment le directeur de l'administration locale de Laghouat semblent négliger le décret 44/99, qui incite à la régularisation de ce dossier. Malgré nos réclamations, rien n'a été fait par la suite.

Nous demandons juste nos droits», nous a déclaré Bachir Remita, une victime du terrorisme habitant à Laghouat, ce dernier a exprimé sa colère face au silence des responsables. «Ça fait des années que le président de la République incite à la fermeture de ce dossier, mais il y a des responsables locaux qui entravent l'application de cette directive», insiste-t-il encore.

Mort d'une mère à la maternité : La famille de la victime réclame une enquête

Une maman de 23 ans a perdu la vie après son accouchement à la maternité du Dr Saâdane dans la wilaya de Laghouat. La famille de la victime impute la totale responsabilité aux dirigeants et au corps médical et paramédical pour leur implication directe dans la situation catastrophique dans laquelle se trouve cet établissement hospitalier, et elle réclame une commission d'enquête ministérielle.

«Ce décès est survenu 3 heures après l'accouchement, la jeune femme avait eu des douleurs dans la même nuit de son accouchement où elle s'est retrouvée toute seule. La non-présence du corps médical et paramédical à ses côtés au moment où il y avait urgence a provoqué la dégradation de son état de santé et serait la cause de son décès», peut-on lire dans une lettre de réclamation envoyée par la famille de la victime au chef de l'Etat.

Taleb Badreddine

El Watan 20 06 2017 : La plainte déposée au tribunal de Sidi M'hamed

L'écrivain Rachid Boudjedra a déposé hier, devant le tribunal de Sidi M'hamed, près la cour d'Alger, une plainte contre la chaîne de télévision privée Ennahar, pour le crime de «torture morale», les délits «d'atteinte à la vie privée, d'utilisation illégale de l'image, d'usurpation de fonction et de diffamation».

Après avoir été malmené par une caméra cachée de la chaîne privée Ennahar, l'écrivain Rachid Boudjedra a décidé de porter l'affaire en justice. Il a déposé, hier, une plainte pour cinq chefs d'inculpation : «Torture morale, atteinte à la vie privée, utilisation illégale de l'image d'autrui, usurpation de fonction et diffamation».

Conseillé par quatre grosses pointures du barreau, les Mes Miloud Brahim, Khaled Bourayou, Amine Boulenouar et Boutamine, l'écrivain a finalisé hier la procédure qu'il avait entamée, nous a-t-il déclaré, dès le lendemain de son expérience «violente et choquante» avec l'équipe de l'émission caméra cachée d'Ennahar. «J'ai fait l'objet d'un acte terroriste.

J'ai été séquestré dans un bout de hall de l'hôtel El Kettani, à Bab El Oued, un endroit, où l'armée française torturait les Algériens, durant la Guerre de Libération. Je ne savais pas si j'allais en sortir vivant. J'étais convaincu que ces hommes, qui m'entouraient armés de pistolets automatiques en plastique, allaient me tuer. Je ne savais même pas où mon épouse avait été emmenée.

Elle et moi avons vécu un véritable cauchemar. Il y a quelques jours, elle a eu une éruption de boutons sur tout le corps, conséquence du stress dans lequel elle vit depuis cette journée. Pour toutes ces raisons, et dès le lendemain de l'enregistrement de cette émission, j'avais l'intention de déposer une plainte.

J'ai consulté des amis avocats qui ont pris le temps de visionner l'enregistrement et de constater tout ce qui relevait du délit et du crime. Hier, j'ai déposé une plainte devant le tribunal de Sidi M'hamed, près la cour d'Alger», a déclaré M. Boudjedra.

A titre de rappel, l'écrivain avait été invité, le 31 mai dernier, aux studios de la chaîne privée Ennahar, pour une émission censée faire la promotion de ses œuvres. Une fois sur les plateaux, il se retrouve devant un animateur qui lui pose des questions inquisitoires. Mais le pire a été cette brusque intrusion dans les studios de trois hommes, armés de pistolets, vêtus de gilets de police et munis de talkies-walkies qui se sont présentés en tant que policiers. Ces images violentes ont provoqué des réactions de colère de nombreux citoyens, lesquels ont enflammé les réseaux sociaux.

Les autorités, particulièrement l'ARAV (Autorité de régulation de l'audio-visuel), se sont murées dans un silence ahurissant. Un groupe de citoyens a lancé un appel pour un rassemblement de protestation devant le siège de l'ARAV à Alger, qui a vu la participation

énigmatique de Saïd Bouteflika, le frère-conseiller du président de la République. Non seulement il a exprimé sa solidarité à Rachid Boudjedra, mais il a qualifié «d'ignominie» ce que l'écrivain et ancien moudjahid a subi.

Les déclarations ont surpris et alimenté le contenu de toute la presse nationale. Aujourd'hui, la même chaîne de télévision devra comparaître devant le tribunal de Bir Mourad Raïs, à Alger, à la suite d'une plainte pour diffamation déposée par Louisa Hanoune, la secrétaire générale du PT (Parti des travailleurs).

Le 28 juin, le même tribunal devra prononcer son verdict, dans l'affaire toujours de diffamation opposant le journal Ennahar à Louisa Hanoune et à un de ses députés, Koudria.

Salima Tlemçani

سفاح البويرة ينفذ تهديده ويقتل ضحيته الرابعة ويختفي بالغابات: الشروق 21 06 2017

- الجيش والدرك يباشران في عملية تمشيط واسعة باستعمال مروحية

نفذ، صباح الثلاثاء، الشيخ الجاني الذي كان قد قتل 3 أفراد من أسرة شقيقه بقرية تاغزوت بالبويرة الأسبوع الفارط، تهديده وقام بقتل شقيقه الأكبر صاحب 75 سنة، صباح الثلاثاء، بالقرب من مسكنه العائلي بدم بارد، قبل أن يعاود الفرار إلى الغابة المجاورة تاركا وراءه تهديدا آخر بمواصلة تصفيته أفراد العائلة التي دخلت في حالة من الصدمة والخوف، فيما باشرت مصالح الجيش التي تدخلت رفقة مصالح الدرك الوطني، في عملية تمشيط واسعة بالمنطقة باستعمال مروحية قصد توقيف الجاني الهارب.

استنادا إلى ما استقيناه من أفراد العائلة المفجوعة وسكان قرية كاف أو عرقوب، فإن الجاني (ب . أ عمر) صاحب 65 سنة، حضر أمس، إلى المنطقة وترصد ضحيته المتمثلة في شقيقه (ب . عبد القادر) صاحب 75 سنة، منذ الصباح الباكر بالقرب من الوادي المحاذي لمسكنه العائلي، حيث تعود الأخير على رمي النفايات المنزلية بالوادي صباحا.

الجاني باغت شقيقه بطلقتين لما خرج لإلقاء النفايات

باغت الجاني شقيقه بطلقتين من بندقيته في حدود الساعة الثامنة صباحا، واستقرت إحداها في رأسه كانت كفيلة بأن تنهي حياته على الفور وتحت أنظار حفيده من ابنه المغتال بدوره، وهو ما خلف صدمة كبيرة له وحالة من الهستيريا وسط العائلة التي هالها منظر الوالد وهو غارق في دمانه بعد خروجهم إثر سماعهم الطلقات النارية.

أما الجاني فقد أطلق عبارات تهديدية أخرى بمواصلة مسلسل تصفيته أفراد العائلة المتبقين، قبل أن يعاود الفرار من جديد نحو الغابة المجاورة حاملا سلاحه وذخيرته التي لا يزال يحتفظ بها بنية تنفيذه وعيده.

العائلة حذرت من حومان السفاح حول منزلها

وكانت الشروق قد زارت عائلة الضحايا يومين قبل وقوع الجريمة الجديدة، أين التقت الشيخ الضحية رفقة ابنه حكيم بمنزلهم، هذا الأخير عبر لنا عن خشية العائلة من عودة الجاني من جديد لتنفيذ تهديده، لاسيما بعد مشاهدته عدة مرات وهو يحوم بالقرب من المنزل، كما طالب بضرورة تكثيف البحث عنه وتوفير الأمن لهم، إلا أن الجاني الذي يبدو أنه يتمتع بذكاء اجتمع مع حقد كبير وقديم يكنه للعائلة، استغل خلو المكان من أي حماية لتنفيذ مخططه، تاركا العائلة المفجوعة في حالة من الصدمة الكبيرة والخوف على سلامة ما تبقى منها خاصة الابن "حكيم" و الحفيد "عمر" الذي شاهد وهو في 11 من عمره مقتل والده وجده أمامه بأعينه.

كما خلفت جريمة أمس، حالة من الاستياء وسط سكان القرية الذين طالبوا بضرورة تكثيف البحث عن الجاني وتوقيفه أو تصفيته تجنبا لمزيد من الضحايا، خاصة مع إصراره على ارتكاب مزيد من الجرائم، فيما رفض أهل الضحية في البداية حسب رواية مقربة منهم تسليم الجثة لمصالح الحماية المدنية تعبيراً منهم عن تضرهم مما سموه بالتقصير في حمايتهم، قبل أن يعاد إقناعهم ويسلموا جثة الشيخ ونقلها إلى مستشفى محمد بوضياف بالبويرة لعرضها على الطبيب الشرعي.

فور وقوع الجريمة صباح أمس وبعد تلقيها الخبر، باشرت مصالح الدرك الوطني التي وصلت إلى عين المكان على الفور، في عملية بحث وتمشيط، لتلتحق فيما بعد وحدات من الجيش رفقة مروحية وتقوم بتطويق المنطقة، حيث تعزز تنفيذ عملية تمشيط واسعة بحثًا عن الجاني الهارب بالغابات التي تتميز بوعورتها وخطورتها، هذا بحضور رئيس دائرة حيزر رفقة رئيس بلدية تاغزوت وبعض المسؤولين المحليين الذين حضروا لتعزية العائلة والسكان والوقوف بجانبهم قصد التهئة من روعهم، فيما صرح قائد مجموعة الدرك الوطني بالبويرة المقدم عرايبي محجوب كمال بأن مصالحه باشرت عملية بحث شاملة بالتزامن مع نشر تشكيل بمحيط منزل العائلة والمنطقة المجاورة، مؤكدا على عزم مصالحه مواصلة العملية بكل جهد إلى غاية توقيف الجاني في أقرب الآجال وتقديمه إلى العدالة.

أحقاد قديمة أججها نزاع حول ممر ترابي

تعيش العائلتان القريبتان وفق بعض الروايات من سكان المنطقة على وقع أحقاد قديمة تعود إلى أكثر من 30 سنة، حيث كان النزاع دوما قائما حول القطعة الترابية الموروثة بين الشقيقين، وتسبب ذلك النزاع في وصولهما إلى المحكمة لعدة مرات مع دخول السجن بسبب حكم قضائي، كما تعرض الجاني الحالي حينها إلى طلق ناري وفق نفس الروايات على مستوى رجليه نفذه شقيقه الضحية، لتتواصل المشاكل بينهما والمناوشات إلى غاية الأسبوع الفارط، حيث حصلت مناوشات بين الشقيقين حول تمرير ممر ترابي للوصول إلى بيت الجاني، كانت فتيلة لوقوع جريمة نكراء نفذها الأخير في حق زوجة أخيه ولديها، قبل أن يعود نهار أمس وينفذ نفس الجريمة في حق شقيقه الأكبر.

وتواصل لجنة من الأئمة بالمنطقة وبعض الأعيان سعيها من أجل التهئة وسط العائلتين ومحاولة الصلح بينهما، حيث حضرت بعد تنفيذ الجريمة نهار أمس، وأدت عزاءها رفقة المئات من المعزين، مشددة على ضرورة وأد نار الفتنة وترجيح العقل ودفع الأحقاد، خاصة ونحن في شهر رمضان، كما أن ديننا الحنيف ينهى عن الغل والحقد والقتل بسببهما إضافة إلى طبيعة المنطقة التي تعتبر محافظة وسكانها طيبون لم يعهدوا مثل تلك الجرائم من قبل.

عائلة الدكتور المغدور تطالب بالقصاص من الجناة: الشروق 21 06 2017

- والده أكد أنه صلى معه التراويح وأمه تحت الصدمة

خالي أنا نحبك بزاف في قلبي، رايحة نتوحشك" هي بضع كلمات رددتها الملاك البريئة دينا ابنة شقيقة الدكتور القروي " بشير سرحان، قبل أن تغرق في بحر من الدموع والكآبة، كحال جميع أفراد العائلة بعدما خيم جو من الحزن على مسكنهم منذ الساعات الأولى من الإثنين، إثر مقتل ابنها الدكتور في القانون بـ20 طعنة وضربات مطرقة على يد طلبة، حسب إفادات عائلة الضحية.

بعبون دامعة حال بياضها أحمر قاني وقلوب يعتصرها الألم والوجع استقبلتنا الثلاثاء، عائلة القروي في منزلهم الكائن بحي ديار الخدمة بالسما، ليحكوا لنا تفاصيل اليوم الأخير قبيل جريمة القتل البشعة التي راح ضحيتها الدكتور في القانون بكلية الحقوق جيلالي بونعامة بخميس مليانة، القروي بشير سرحان، عندما باغته المجرمون ليوجهوا إليه ضربات قاتلة بالمطرقة.

الوالد أبو بكر القروي: هل أصبح جزاء الأستاذ القتل؟



يحكي لنا القروي أبو بكر، والد المقتول عن يوم الحادثة المصادف ليوم الأحد 18 جوان فيقول: ابني البشير سرحان الذي سميته على اسم فلسطيني تضامنا مع القضية يبلغ من العمر 44 سنة، متزوج وأب لطفلة تبلغ من العمر 4 سنوات، وزوجته حامل في شهرها الثامن بالفتاة الثانية، يقيم بسكن وظيفي بخميس مليانة، ونظرا إلى ظروف حمل زوجته نقلها إلى منزلها العائلي بينما جاء هو عندنا، أمضى برفقتنا 12 يوما في رمضان. وفي يوم الحادثة توجهنا معا إلى مسجد الرحمان بعين النعجة، لأداء صلاة التراويح ثم عدنا معا، تركني عند مدخل المنزل وذهب ليجلس رفقة أبناء الحي كعادته لكنه تأخر في العودة اتصلنا به عدة مرات من دون جدوى، وعند الرابعة صباحا رد على هاتفه رجال شرطة قدموا لهم التعازي وطلبوا منهم التقرب من مركز الشرطة.

يواصل والده الذي كانت دموعه تنهمر وهو يعيد تفاصيل اليوم المشؤوم اعتقدت أن الأمر يتعلق بحادث مرور، في الصباح عندما ذهبت إلى المركز أخبروني أن سكان عمارة ليست مأهولة في تيبازة هم من وجدوه وأبلغوا مصالح الأمن، بعدما اعتدي عليه من قبل ثلاثة أشخاص ولانوا بالفرار، ليعاد بعدها استدعائي أين أخطرني بتوقيف المجرمين. وتساءل الوالد في الأخير: هل أصبح جزء من يدرس الأجيال هو القتل؟

والدة الدكتور: كان هادئا ولا يحب المشاكل

والدة الدكتور بشير سرحان بدت وكأنها غير مصدقة فظلت تردد عبارة "غدروه... موت الخدعة"، هو الخامس من أبنائي كان هادئا جدا، عندما يدخل المنزل يتمدد ويشاهد التلفزيون فقط، لا يتحدث كثيرا ولا يحب المشاكل، لقد ربى "دنيا" ابنة شقيقته اليتيمة صاحبة السبع سنوات وكأنها ابنته، وهي من طلبت منه الحضور بعدما أخبرته أن طاولة الإفطار فارغة فجاء ليصوم برفقتنا 12 يوما كان يحبني كثيرا رحمه الله لا أطلب من العدالة سوى تطبيق القصص

طلبته: حرمونا من أستاذنا الذي علمنا الحق

ومن بين الحضور أيضا طالبة الدكتور المغتال، يدرسون في السنة الثالثة قانون خاص، اجتمعوا مصدومين ببيكون أستاذهم الذي طلب منهم قبل أيام قليلة "السماح" على أمل أن يلتقيهم السنة المقبلة في الأولى ماستر. يقول الطالب: ديداوي رضا: لقد كان في قمة التواضع، موسوعة في العلم، صريح في كل شيء لا يتعامل بالمحاباة لذا كانت صدمتهم كبيرة برحيله المفاجئ، ليناشد الوزير إظهار الحقيقة وكشف هوية من غدر بأستاذهم

وهو ما أكده الطالب سعيدي محمد أمير، يدرس في نفس السنة فقد كان أستاذه محترما للوقت يرافقه للإدارة كي يعيد شرح الدروس لهم، وفي الدورة الاستدراكية الأخيرة ألقى القبض على مجموعة من الطلبة كانوا يغشون باستعمال "البلوتوث" فوقعت مناوشات بينهم ومثلوا أمام المجلس التأديبي

في الوقت الذي لم يكف لسان طالبه مغوفل ميلود عن ترديد عبارة "حسبنا الله ونعم الوكيل"، فقد كان أول درس تلقاه في الجامعة عندما كان في السنة الأولى من قبل الدكتور المغتال "نظرية الحق" فهو من علمهم الحق، وفي نهاية هذا الفصل حصلوا على شهادة ليسانيس طلب منهم "السماح" على أن يلتقوا السنة المقبلة في الأولى ماستر لكن المجرمين حرموهم منه

عميد كلية الحقوق بخميس مليانة: القضية لا علاقة لها بالجامعة

قال عميد كلية الحقوق بجامعة خميس مليانة طاهر محمد بن حاج الثلاثاء، إن قضية مقتل الأستاذ قروي "لا علاقة لها بالجامعة". وتساءل بن حاج "لماذا وقعت الجريمة خارج الولاية (عين الدفلى)؟ الضحية يقطن بخميس مليانة، وكان عند "عائلته بالعاصمة، قيل أن يتنقل إلى تيبازة، هناك حلقة مفقودة سيكشفها التحقيق

وتابع العميد، في تصريح لموقع "كل شيء عن الجزائر"، قائلا: "ما هو مؤكد حاليا، هو أن القضية لا علاقة لها بالجامعة، "إلا إذا أثبت التحقيق عكس ذلك مستقبلا

أميار "مقاطعة باب الوادي يثورون ضد الوالي المنتدب": الشروق 21 06 2017

- "مير بولوغين لـ"الشروق": "سئنا من الإهانات وسنشكوه لزوخ

أنتفض عدد كبير من موظفي وعمال الدائرة الإدارية لباب الوادي، الثلاثاء، احتجاجا على ما وصفوه "القرارات التعسفية" التي أصدرها في الأونة الأخيرة، من خلال توقيف عدد من موظفي وإطارات الدائرة كإجراء انتقامي، بسبب الاحتجاج الذي تم تنظيمه بداية الأسبوع.

وحسب مصادر محلية فإن العمال والموظفين تفاجأوا الثلاثاء باتخاذ الوالي المنتدب سلسلة من القرارات الصادمة، اثر شنه حملة توقيفات في حق رؤساء مصالح وبعض الموظفين الذي نظموا في وقت سابق حركة احتجاجية وتوقفا عن العمل بشكل مفاجئ بداعي الظروف السيئة للعمل وكذا التعسف المفروض عليهم – حسبهم- من قبل الوالي المنتدب الذي رفض استقبالهم في العديد من المرات، وتم تجميد عدة مصالح بسبب قرارات الوالي.

وكان المحتجون نددوا بتصرفات وتعسف الوالي المنتدب بالدائرة ورئيس ديوانه اللذين أحدثا القطيعة مع جميع العمال ورفضهما التعامل معهم، والنقطة التي أفاضت الكأس، هو حرمانهم من المنح والعلاوات، وهو ما استدعى تحرك مصالح ولاية الجزائر التي سارعت إلى إيفاد المفتش العام بالولاية من اجل التحقيق في القضية بغرض الاستماع إلى جميع الأطراف وتحديد كافة المسؤوليات في ظل وجود مؤشرات لانفجار الوضع، إلا أن الوالي المنتدب وعض العدول عن قرارته اتخذ إجراءات عقابية في حق الموظفين، ضاربا عرض الحائط محاولات الولاية لرأب الصدع.

من جهتهم انتفض خمسة رؤساء بلديات بالمقاطعة الإدارية لباب الوادي، ووجهوا رسالة مستعجلة إلى وزير الداخلية نور الدين بدوي، من اجل التدخل السريع من اجل ردع الوالي المنتدب، الذي جمد كافة المشاريع التنموية بسبب رفضه المصادقة على المداولات، والوقوف في وجه كل المساعي الرامية لتحقيق التنمية المحلية، فضلا عن غلق باب الحوار مع المنتخبين المحليين، والإهانات المتكررة وقلة الاحترام، بدليل انه لم يعقد أي اجتماع مع رؤساء البلديات منذ أكثر من ثلاثة أشهر على الأقل.

وفي السياق، كشف رئيس بلدية بولوغين، توفيق لوكال، لـ"الشروق"، أن الشكوى التي تقدم بها الأميار الخمسة، تعد دقا لناقوس الخطر، جراء حالة الانسداد التي فرضها عليهم الوالي المنتدب، مشيرا في ذات الوقت أنهم سيتوجهون إلى الوالي زوخ من اجل إبلاغه رفضهم العمل نهائيا معه وضرورة اتخاذ الإجراءات اللازمة ضده.

وندد المتحدث بتصرفات الوالي المنتدب الذي غالبا لا يتوانى حسب-ه في إهانة الإطارات ومسؤولي المؤسسات الولائية وحتى المسؤولين المحليين، بحجة أن له نفوذا واسعا وان جهات عليا تقف وراءه، مشيرا أن بقاء الأمر على حاله سيؤدي لا محالة إلى انفجار الوضع.

- "بوتفليقة يسحب شكواه ضد "لوموند" الشروق 21 06 2017



قرر رئيس الجمهورية، عبد العزيز بوتفليقة، سحب الشكوى التي كان أودعها ضد جريدة "لوموند" الفرنسية بتهمة القذف.

وأعلن المحاميان شمس الدين حفيظ وبازيل أدر خلال المحاكمة بمحكمة الجنايات بباريس، الثلاثاء، أن الملف كان محكما والمحاكمة كانت ستكون لصالح المدعي، مشيدان بالمبادرة الطيبة لرئيس الجمهورية تجاه الصحافة وعلى وجه الخصوص "يومية" لوموند.

وجرت الجلسة الإجرائية الأولى لتحديد تاريخ المحاكمة يوم 3 جوان 2016 حيث أطلعت القاضية خلالها محامي الطرفين بتاريخ المحاكمة.

وفي 5 أبريل 2016، قامت السلطات الجزائرية بإيداع هذه الشكوى غداة إصدار اليومية الفرنسية لمقال بعنوان "المال المخفي لرؤساء الدول" في قضية ما يعرف بـ "أوراق باناما" مع نشر صورة الرئيس بوتفليقة في الصفحة الأولى بينما لم يذكر اسمه قط في المقال ولم تكن له أي علاقة بالقضية.

وبعدها بيوم نشرت اليومية مقالا صغيرا مكونا من بضعة أسطر في الصفحة الثامنة لتوضح أن ذلك كان "خطأ" منها.

وكان مدير يومية "لوموند" جيروم فينوغلبيو قد وجه رسالة بتاريخ 7 أبريل 2016 لسفارة الجزائر بفرنسا عبر فيها عن أسفه على الربط عن طريق الخطأ بين قضية أوراق بنما واسم الرئيس بوتفليقة الذي لم يذكر في الملفات.

وخلال الجلسة الأولى، محامي اليومية كريستوف ببيغو، صرح للقاضية أن هيئة دفاع الجريدة لم تحضر بعد حججها وهو ما يدل على أنه لا توجد أي حجة قائمة للدفاع عن المتهم بالقذف.

وكان صاحب الشكوى (الرئيس عبد العزيز بوتفليقة) قد طالب في إطار الدعوى العمومية بإدانة مدير "لوموند" لدفع تعويض رمزي (1 أورو) بتهمة القذف وإصدار مقال قضائي في الصفحة الأولى للجريدة وإدانة المتهم وشركة النشر لدفع 10 آلاف أورو كعقوبات العدالة.

نصف مليون لاجئ ومهاجر غير شرعي في الجزائر: الشروق 21 06 2017

أدانت الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، طريقة تعامل المخزن المغربي مع اللاجئين السوريين الذين التقت بهم في صحراء فقيق قرب الحدود الجزائرية منذ شهرين في العراء، وأحصت الرابطة أزيد من نصف مليون لاجئ ومهاجر، ويتم تخصيص غلاف مالي مقدر بـ33 مليون دولار للتكفل باللاجئين.

وأعربت الرابطة، في بيان، الثلاثاء، تزامنا مع اليوم العالمي للاجئين، عن أسفها لسلوك المغرب تجاه 50 لاجئا سوريا، و"ناشدت كل أحرار المجتمع الدولي والمنظمات غير الحكومية الحرة، التدخل لإنقاذ هؤلاء اللاجئين من بينهم 10 أطفال عالقون منذ شهرين في منطقة عازلة تقع على الإقليم المغربي، الذين يفترشون الأرض ويحتمون من أشعة الشمس ببعض الأغطية وقطع من ملابسهم".

وعبرت المنظمة الحقوقية، عن قلقها "لما يتعرض له هؤلاء اللاجئين من سوء معاملة ومن حرمان من أبسط الضروريات ومن الرعاية الطبية نهائيا في صحراء قاحلة وتحت حرارة شديدة تتعدى الأربعين درجة في شهر رمضان المبارك، الذين يواجهون مصيرا مجهولا"، وأكدت أن ما يحصل لهم هو "محاولة الإبادة الجماعية من طرف المخزن المغربي"، خاصة أنه "لم يزودهم بأدنى الضروريات ضاربا عرض الحائط بالقيم والمبادئ الإنسانية المنصوص عليها في القانون الإنساني". "الدولي وفي ميثاق الأمم المتحدة".

وكشفت الرابطة عن وجود أزيد من نصف مليون لاجئ بالجزائر، هم 165 ألف لاجئ صحراوي في مخيمات تندوف، و4040 لاجئ فلسطيني، إضافة إلى 40 ألف لاجئ ليبي في حين تؤكد مفوضية الأمم المتحدة للاجئين بالجزائر بأن عددهم نحو 32 ألف، فيما بلغ عدد اللاجئين السوريين السنة الماضية 18 ألف شخص، علما أن الجزائر قد استقبلت 30 ألف لاجئ منذ العام 2011، فيما يتواجد 230 لاجئ من جنسيات مختلفة.

وفيما يخص عدد المهاجرين غير الشرعيين، فقدت الرابطة، تواجد أكثر من 29 ألف مهاجر غير شرعي قادمين من 23 دولة إفريقية، فيما تتحدث الأرقام التي قدمتها وزارة الداخلية بـ16 ألفا فقط، مع تواجد أكثر من 250 ألف مهاجر غير شرعي من المغرب، يشتغل أغلبهم في زخرفة الجبس والفلاحة.

وحسب إحصائيات الرابطة، فإن جملة ما أنفقته الجزائر على اللاجئين المتواجدين على التراب الوطني، قد بلغ السنة الماضية، أزيد من 33 مليون دولار في سنة 2015، في حين أن مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين تدعم فقط بـ28 مليون دولار سنويا.

واستنتجت الرابطة أن هناك دولة من الاتحاد الأوروبي المساندة للمغرب في احتلاله الصحراء الغربية كفرنسا وإسبانيا، "تضغطان على الدول المانحة وممثلي مختلف الوكالات الدولية والمنظمات الإنسانية التابعة للأمم المتحدة المعتمدة بالجزائر من أجل أن يكون دعم للجزائر أقل بكثير من البلدان العربية ودول البحر الأبيض المتوسط، رغم أن احتياجاتها". "165 ألف لاجئ صحراوي فقط تتطلب أكثر من 60 مليون دولار سنويا".

! مواطنون يتفاجؤون بسحب أموال مزورة من مراكز البريد: الشروق 22 06 2017

- سايج لـ "الشروق": الأوراق المزورة مصدرها دافعوا فواتير الكهرباء والماء

فتحت فرقة مكافحة الجريمة الاقتصادية والمالية، هذا الأسبوع تحقيقات حول تداول أوراق نقدية مزورة، بناء على شكاوى تم إيداعها من طرف مواطنين تفاجؤوا برفض أوراقهم النقدية من قبل عدة مصالح كالتأمينات، ومحطات البنزين وعدد من المحلات التجارية الكبرى، بعد اكتشاف أنها أوراق مزورة.

ونقلت مصادر "الشروق"، أن العديد من المواطنين الذي قاموا بسحب أموالهم من المراكز والمكاتب البريدية، تفاجؤوا برفض أموالهم من فئة 1000 و2000 دج عبر العديد من المحلات التجارية الكبرى، حيث اصطدم العديد من الأشخاص الذين حاولوا تأمين مركباتهم برفض أموالهم، حسب تصريحات أحد الضحايا من بلدية بئر خادم خلال إيداعه شكوى لدى فرقة مكافحة الجريمة الاقتصادية والمالية.

وحسب التحقيقات الأولية، فإن معظم الضحايا هم موظفون سحبوا أرصدهم أيما قبل عيد الفطر المبارك وأثناء محاولة هؤلاء إعادة تلك الأموال إلى مراكز السحب، صدموا برفض أعوان الشبايبك الذين اتصلوا من مسؤوليتهم، وأكدوا، حسب تصريحات الضحايا، أن الخلل يكمن في نقص كواشف النقود، وأن المراكز والمكاتب البريدية مازالت تعتمد على الطرق التقليدية في تدقيق الأوراق النقدية والأرقام التسلسلية، وهي غير كافية.

وفي السياق، أكد المدير العام لبريد الجزائر، عبد الناصر سايج، في تصريح لـ "الشروق"، أنه وجه تعليمات إلى جميع المراكز والمكاتب البريدية أمرهم فيها بضرورة الحذر خلال أداء أعوان الشبايبك مهمة تخليص فواتير الكهرباء أو الماء أو الخدمات البريدية الأخرى، والتأكد من صحة الأوراق النقدية التي يستلمونها بعد أن أثبتت التقارير الواردة إلى مصالحه أن كميات من الأموال المزورة تأتي خارج الأموال التي تسحب من البنوك لتمويل مراكز البريد.

وأضاف سايج أنه من المستحيل تدقيق كتلة الأموال التي تتداول يوميا في مراكز ومكاتب البريد التي تتراوح بين 1500 و2000 مليار سنتيم، موضحا أن الأموال التي تدخل إلى خزينة مؤسسة البريد من البنوك يتم تمريرها عبر "كاشف النقود"، أما تلك التي تدخل من المواطنين خلال دفع مستحقات فواتير الكهرباء والغاز والماء وغيرها فهي مبالغ قليلة تتراوح بين 2000 و1200 دينار، يستحيل تمريرها عبر "كاشف النقود" إلا تلك الأوراق النقدية المشبوهة.

أساتذة يحتجون تنديدا بإستفحال العنف بالجامعات: الشروق 22 06 2017

- حجار: لا علاقة لمقتل الأستاذ قروي بالجامعة.. فلماذا يحتج الأساتذة؟

خرج عشرات الأساتذة الجامعيين، الأربعاء، في وقفات تضامنية عبر جامعات الوطن تلبية لنداء المجلس الوطني لأساتذة التعليم العالي، لقراءة الفاتحة على روح الدكتور قروي سرحان الذي تم قتله من قبل طالبين جامعيين، وتنديدا بظاهرة العنف بالجامعة، فيما سيسجل عدد من المثقفين والشخصيات المعروفة حضورهم إلى جانب الأساتذة اليوم في وقفة إحتجاجية أمام مقر وزارة التعليم العالي.



ووقف الأربعاء الأساتذة الجامعيون دقيقة صمت عبر مختلف جامعات الوطن ترحما على روح زميلهم من جامعة خميس مليانة قروي سرحان، الذي توفي اثر طعنات غادرة من قبل طالبين في تيبازة، وأكد الأساتذة تضامنهم مع الفقيه، معتبرين العنف الحاصل ضد الأساتذة كارثة.

وقال المنسق الوطني للكناس ميلاط عبد الحفيظ لـ"الشروق" بأن القضية تخص الأساتذة وليست النقابة، ليؤكد أنهم سينتظرون نتائج التحقيق، وإذا تأكدت حقيقة مقتل زميلهم بسبب مهامه البيداغوجية كأستاذ، سيخرج الأساتذة في إضراب شامل وعام، معتبرا العنف الذي تفشى في الجامعة بالخطر والذى يجب - حسب - اقتلاعه من جذوره ومحاربه قبل فوات الأوان، ليؤكد بأن "الكناس" ينتظر صدور تقرير رسمي بخصوص القضية وسيدعو إلى مجلس وطني طارئ وإضراب شامل في كافة الجامعات، كما أكد حضور ممثلين عن نقابة "الكناس" في الوقفة الاحتجاجية اليوم أمام مقر الوزارة والتي بادر بها مجموعة من المثقفين الجزائريين ومنهم الإعلامي حفيظ دراجي وسليمان بخليلي ومجموعة من الحقوقيين الذين وقعوا رسالة تضامن مع الأستاذ المقتول.

من جهته، أكد منسق الكناس - جناح عزي- بجامعة الجزائر 3 محمد رزيق، بأنهم سيخرجون اليوم أمام مقر الوزارة بمعية عدد من المثقفين الجزائريين للاحتجاج عما آلت إليه الجامعة الجزائرية من عنف، مشيرا إلى أن مقتل الأستاذ قروي هي النقطة التي أفاضت الكأس لأن العنف في الجامعة، تفشى منذ زمن، مذكرا بالاعتداء الذي حصل يوم 16 فيفري بكلية العلوم السياسية من قبل مجموعة من الطلبة البلطجية، والاعتداء على أستاذ بكلية العلوم الإقتصادية بدالي ابراهيم مؤخرا، وأضاف رزيق بأن العنف في الجامعة ماهو إلا نتاج للسكوت على التجاوزات والخروقات للقانون في الجامعة، ومازاد الطين بلة -

يضيف - توطؤ البعض العمداء ورؤساء الجامعات في تفشي هذه الظاهرة من خلال مساندة ودعم التنظيمات الطلابية، والذين كونوا بدورهم إمبراطوريات زرعت ونمت العنف في الجامعات، وأصبحوا يعيثون فسادا فيها

وقد استنكر وزير التعليم العالي الجريمة الشنعاء التي تعرض لها الأستاذ الجامعي قروي سرحان، فيما نفى أي علاقة للجريمة مع الجامعة، متسائلا عن سبب احتجاج الأساتذة باعتبار أن القضية لاعلاقة بها بالجامعة والقضايا البيداغوجية

الحملة ضد اللاجئين: هل الجزائريون عنصريون؟: الخبر 22 06 2017

عبر فرع "أمنيستي" في الجزائر عن ارتياحه لقرار المغرب استقبال العائلات السورية التي ظلت عالقة بالحدود منذ أبريل الماضي، وقال إنه يطالب بمنح أفرادها صفة لاجئ سياسي بالمغرب أو في أي بلد آخر. واحتج التنظيم الحقوقي على "دعوات العنف" بالجزائر، أطلقت، حسبها، ضد المهاجرين القادمين من الساحل الإفريقي.

وطالبت حسينة أوصديق، مديرة الفرع بالجزائر، في لقاء مع الصحافة بالعاصمة، أمس، من مكتب المحافظة السامية للاجئين بالرباط، بمتابعة تسوية أوضاع العائلات السورية التي يبلغ عددها 18. وأبدت ارتياحا لإعلان وزير الداخلية نور الدين بدوي عن مشروع قانون خاص بالمهاجرين الذين يواجهون مخاطر في بلدانهم. وجاء إعلان بدوي بمناسبة اليوم العالمي للاجئين المصادف لـ20 جوان من كل سنة.

وأوضحت أوصديق أن الجزائر "أصبحت بلد استقبال للمهاجرين، بفضل استقرار الأوضاع بها. فاللاجئون الذين يأتون إليها لم يختاروا مغادرة بيوتهم وعائلاتهم وإنما اضطروا لذلك بسبب التهديدات"، مشيرة إلى أن مشروع القانون الذي تعده وزارة الخارجية "خطوة إيجابية، ثم إنه لا ينبغي أن ننسى أننا بلد إفريقي". تقصد أنه غير لائق التعامل مع اللاجئين الأفارقة على أنهم قادمون من قارة بعيدة.

ودعت المتحدثة السلطات الجزائرية إلى توفير استقبال لائق للمهاجرين السوريين ورعايا دول الساحل، وإلى عدم ممارسة التمييز ضدهم، وقالت إن القانون المرتقب لا ينبغي أن يتضمن عقوبات ضد الأجانب الذين يعبرون الحدود بطريقة غير قانونية. وبخصوص الأفارقة الذين يشتغلون في ورشات البناء، ذكرت أوصديق أن أوضاعهم هشة ولا يستفيدون من أي حماية وأنهم "يتعرضون للاستغلال، فهؤلاء تم تشغيلهم لأنهم يملكون خبرات نحن بحاجة إليها، لهذا لا بد من تسوية أوضاعهم". كما احتجت على ترحيل المئات من المهاجرين النيجريين العام الماضي، وأفادت بأن معظمهم عادوا إلى الجزائر بعد فترة قصيرة.

ولاحظت مسؤولة مكتب منظمة العفو الدولية بالجزائر "بأسف أن خطابا عنصريا وحتى دعوات للعنف، انتشرت في شبكة التواصل الاجتماعي ضد الأفارقة في اليوم العالمي للاجئين، ولحسن الحظ أن هذه التصرفات الصادمة لا تمثل كل الجزائريين"، داعية الحكومة إلى تطبيق قانون العقوبات بحق من يدعو إلى ممارسة العنف ضد أي شخص.

من جهته، ذكر سعيد صالح مسؤول بالرابطة الجزائرية لحقوق الإنسان أن المهاجرين السوريين ورعايا الساحل "يملكون الحق في الشغل والتعليم والعلاج، وعلى السلطات الجزائرية تلبية هذه الحقوق". ودعا إلى أن يولي القانون المنتظر عناية لشبكات الاتجار بالمهاجرين بهدف تجريم هذا العمل، وأضاف: "ليس من حقنا التمييز بالعنصرية ضد المهاجرين في أوروبا، بينما نعمل الشيء نفسه تجاه المهاجرين الأفارقة بالجزائر". وذكرت أوصديق في هذا الشأن: "على الجزائريين أن يتعلموا التعايش مع الآخر، وهذا الآخر هو الرعية الذي ينحدر من عدة دول إفريقية".

وخلال النقاش الذي أعقب تدخل المسؤولين الحقوقيين، جرى حديث عن "تقبل الجزائريين العيش مع مهاجرين ولاجئين من بلدان بالشرق الأوسط كالسوريين، فيما يرفضونه مع مهاجرين ذوي بشرة سوداء". وأوضح صالح أنه لا توجد جهة حكومية في البلاد تتلقى طلبات اللجوء، وأن من يتكفل بها هو مكتب محافظة اللاجئين الأممي الذي أحصى 92 ألف طلب في 2015. ولا يعرف، حسبها، إن وافقت السلطات على بعض هذه الطلبات، فيما ذكرت أوصديق أن "هناك حاجة ملحة للترويج لثقافة حقوق الإنسان في الجزائر، ومن الأفضل أن نبدأ بالتلاميذ في المدارس".